

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2024

Qui sommes-nous ?

Terra Nova est une association de loi 1901 reconnue d'intérêt général.

Fondée en 2008, elle promeut, à travers ses publications et ses événements, des propositions innovantes et opérationnelles dans tous les domaines des politiques publiques. Ces propositions conjuguent le réalisme et la recherche du progrès économique, social et environnemental.

L'association réunit des profils et sensibilités multiples. Chercheurs, acteurs de terrain, élus, représentants d'entreprises, associations et partenaires sociaux... prennent part aux travaux de Terra Nova dans le cadre de groupes de travail, d'auditions ou de rencontres publiques.

Terra Nova diffuse gratuitement ses travaux via son site web www.tnova.fr et ses réseaux sociaux auprès d'un large public.

Aujourd'hui Terra Nova est devenu un acteur clé de la réflexion politique en France.

Cette réussite repose sur une triple spécificité :

- En amont, **la densité de son réseau d'experts**, constitué de près de 300 personnalités qualifiées, françaises et européennes, issues de tous horizons...
- En aval, **sa capacité de diffusion** auprès de tous, du grand public (diffusion des notes et rapports en accès gratuit sur internet, organisation de conférences, de forums, de débats...) aux décideurs politiques (séminaires, petits déjeuners, publications ciblées...).
- Au cœur, **la qualité et le rythme de ses productions**. En 2024, Terra Nova a publié plus de 180 notes, études et rapports sur une grande diversité d'enjeux : crise sanitaire, élections présidentielles, transition alimentaire, innovation démocratique...

www.tnova.fr



SOMMAIRE

1

Les faits marquants de l'année 2024

2

Les productions de Terra Nova et de La Grande Conversation

3

Terra Nova dans les médias

4

Échanger, débattre, partager : événements et rencontres en 2024

5

Nos ressources



1

Les faits marquants de l'année 2024

L'année 2024 a été ponctuée de nombreux événements politiques majeurs que Terra Nova a accompagné du début à la fin. Parmi les temps forts, on retrouve les élections européennes de juin, suivies de la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République et des législatives anticipées. Quelques mois plus tard, c'est sur le continent américain que Terra Nova et La Grande Conversation s'est investie pour documenter l'élection présidentielle aux États-Unis.

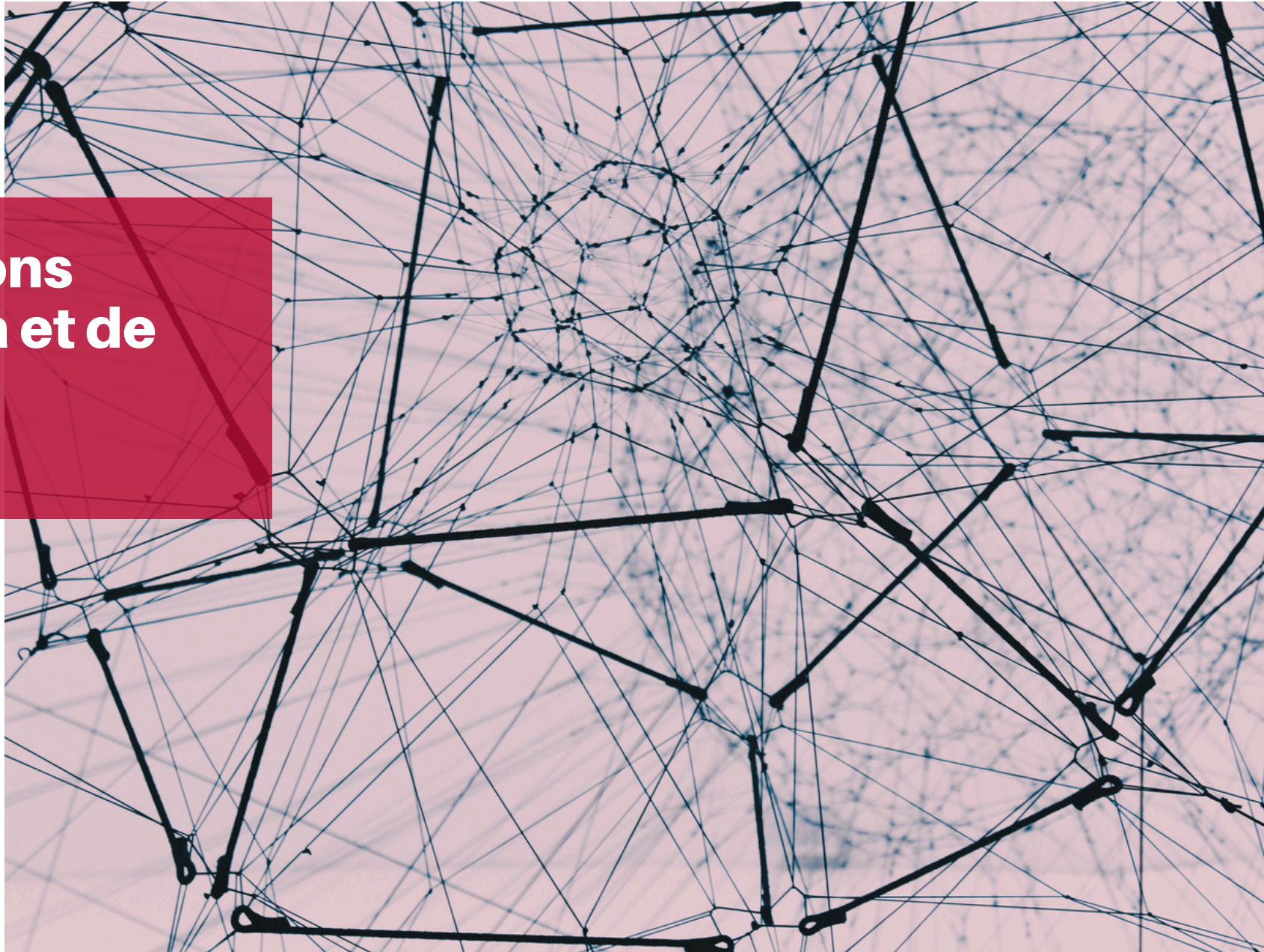
La Grande Conversation, notre revue intellectuelle et politique propose des analyses qui structurent l'espace de la délibération politique en promouvant la confrontation des idées et des opinions sous la forme d'articles et de débats.

La Grande Conversation, c'est aussi des dossiers thématiques sur des sujets au cœur du débat public et politique d'aujourd'hui : la santé, le logement, la transition écologique. Ce sont également des rubriques dédiées aux grands enjeux géopolitiques actuels comme les différentes élections que l'année a vu se dérouler. LGC s'est en particulier tournée vers la guerre en Ukraine. De nombreuses contributions d'experts, d'économistes, d'anciens diplomates et de chercheurs en relations internationales analysent l'impact de ce conflit sur l'équilibre géopolitique européen et mondial.

En 2024, nous avons continué à proposer des réunions de présentation des travaux réalisés au cours de l'année. Nous avons également organisé de multiples petits déjeuners, en présentiel et distanciel, autour de différentes personnalités, tout en participant activement à divers événements (tables rondes, colloques, observatoires) aux côtés de nos partenaires.

2

Les productions de Terra Nova et de La Grande Conversation



2.1 LA PRODUCTION EN CHIFFRES

En 2024, Terra Nova a publié

**36 notes, études
et rapports**

1 273 pages au total

en moyenne 35 pages par document.

La réalisation des notes, études et rapports a mobilisé

plus de 160 contributeurs.

La Grande Conversation a publié

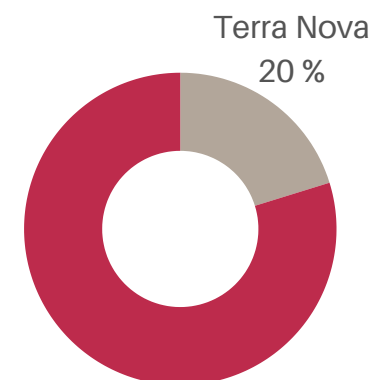
**146 articles et
entretiens**

Le rythme de publications sur le site de La Grande Conversation est particulièrement élevé grâce au format court des articles et entretiens en lien avec l'actualité.

1 897 pages au total

en moyenne 13 pages par document.

Nos publications en pourcentage



La Grande Conversation
80 %

Remerciements

Terra Nova remercie les experts bénévoles, les membres du Comité éditorial, les stagiaires et toutes celles et ceux qui participent à son développement. Merci tout particulièrement à Albert Domenech. Leur présence est indispensable au bon fonctionnement de Terra Nova.

2.2 PUBLICATIONS TERRA NOVA

UN TOURNANT POLITIQUE ET MORAL

Par Thierry Pech



Les votes du Sénat et de l'Assemblée nationale sur le texte immigration mardi 19 décembre marquent un point de bascule dans notre vie politique. Le macronisme se révèle désormais sans substance, ni boussole.

LES DÉSILLUSIONS DU BREXIT

Par Denis Tersen



Sept ans après le référendum qui en a pris la décision, quel bilan peut-on faire du Brexit ? Pour Denis Tersen, il n'a pas tenu ses promesses. Et si les conséquences économiques en sont significatives mais inférieures à ce que l'on pouvait imaginer, c'est d'abord parce que le Royaume-Uni s'est finalement gardé, dans sa mise en œuvre, de couper réellement les ponts avec l'Europe.

LOGEMENT : AU BOUT D'UNE ANNÉE DE CRISE, ÉTAT DES LIEUX ET PRIORITÉS 2024

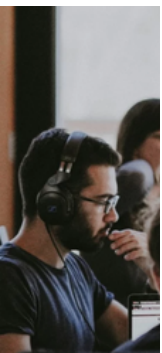
Par Arnaud Anantharaman



L'année 2023 a connu une poursuite de la hausse rapide et importante des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne entamée en 2022. Cette nouvelle donne macro-économique, liée à la lutte contre l'inflation, a eu des conséquences majeures pour l'ensemble du secteur et des acteurs du logement en France.

UN PORTRAIT POSITIF DES JEUNESSES AU TRAVAIL : AU-DELÀ DES MYTHES

Par Suzanne Gorge et Thierry Pech



Terra Nova et l'Apec ont mené conjointement une étude auprès de 5000 actifs dont 3000 jeunes de moins de 30 ans. Loin des stéréotypes, il ressort de cette enquête que les jeunes actifs sont engagés et motivés par leur évolution professionnelle. Tout autant investis dans leur travail que leurs aînés, ils formulent les mêmes attentes envers le travail que les plus âgés : la rémunération, l'intérêt des missions, et l'équilibre de vie. Au-delà de ces constats, le rapport des jeunes actifs au travail se caractérise par une forte hétérogénéité, liée aux positions sociales et aux emplois occupés.

VERS UN RENOUVEAU DE L'OFFRE DES LOGEMENTS AVEC CLAUSE DE FONCTION ? POUR QUEL USAGE ET À QUELLES CONDITIONS ?

Par Bernard Coloos et le Groupe Logement de Terra Nova



La baisse du chômage pourrait être contrariée par la difficulté à se loger. Là où le marché du logement est tendu, des actifs doivent parfois renoncer à une offre d'emploi, faute de pouvoir se loger près de leur lieu de travail. La question se pose notamment pour les « travailleurs essentiels » dont les revenus ne sont pas suffisants pour accéder au marché locatif privé. Peut-on imaginer, indépendamment des « logements de fonction » qui sont liés à des astreintes spécifiques, une offre liant un logement à un emploi ? Sous quelle forme et avec quelles garanties ?

LE PACTE VERT EUROPÉEN - UN BILAN

Par Ophélie Risler



Avec le Pacte vert européen, la Commission européenne a fait des enjeux climat et de protection de la nature le cœur de son projet politique, en se dotant d'une stratégie politique de transformation de son économie, ambitieuse à la fois dans ses objectifs de long terme mais aussi dans sa vision et son application transversale.

L'ÉCOLOGIE, ÇA COMMENCE À BIEN FAIRE. EN EUROPE AUSSI ?

Par Pascal Canfin et Karl Pincherelle



L'écologie est entrée dans un nouvel âge : celui de la transformation systémique de nos sociétés. Celle-ci suscite des résistances nombreuses pour retarder, limiter ou amoindrir les mesures décidées à l'échelle européenne. Un nouvel arc idéologique d'obstruction à l'écologie se dessine à cette occasion, qui pourrait rapprocher les conservateurs et l'extrême droite au cours de la campagne pour les prochaines élections européennes de juin 2024 et de la future mandature 2024-2029.

LES NOUVEAUX VISAGES DE L'AGRICULTURE

Par Suzanne Gorge



Les agriculteurs sont aujourd'hui moins nombreux et plus âgés qu'en 2010. D'ici à 2026, pas moins de 50% des exploitations vont voir leur chef d'exploitation passer la main. Pour éviter un phénomène de concentration et d'agrandissement des exploitations, il faut redonner de l'attractivité au métier et cibler un public nouveau. Mais la question du renouvellement des générations d'agriculteurs ne peut se réduire à celle du déclin démographique. Elle induit nécessairement une réflexion plus prospective sur l'agriculture et nécessite d'anticiper ses évolutions. Les pouvoirs publics disposent de leviers importants pour orienter les choix d'installation et accompagner celles et ceux qui souhaitent développer un projet agricole plus vertueux et plus durable et saisir ainsi l'opportunité offerte par le renouvellement générationnel d'accélérer la transition écologique.

A LA RECHERCHE DES « DROITS CULTURELS »

Par Marc-Olivier Padis



La politique culturelle s'est donnée pour mission fondatrice de donner accès au plus grand nombre aux grandes œuvres de la culture. Peut-elle désormais laisser la place à une plus grande diversité des expressions culturelles? Considérer le public lui-même comme partie prenante de la création? Telles sont les questions soulevées par la référence aux « droits culturels ».

EUROPE : QUE DIT LE RN ?

Par Thierry Pech et Annalivia Lacoste



Le RN vient de lancer sa campagne pour les élections européennes. L'occasion d'explorer ses principaux axes stratégiques en attendant un programme en bonne et due forme. Et de débusquer quelques-unes des fake news que Jordan Bardella et ses amis ne manqueront pas de colporter dans les semaines qui viennent.

RÈGLES FÉMININES, PROBLÈME PUBLIC : OÙ EN EST-ON DE LA MISE À L'AGENDA POLITIQUE ?

Par Mélanie Heard et Emmanuelle Severino



De la sécurité d'usage des protections périodiques jusqu'à leur coût, en passant par l'information à l'école ou l'opportunité d'un congé menstruel, ce qu'il est désormais convenu d'appeler la « santé menstruelle » des femmes est en haut de l'agenda médiatique et politique. Mais quel est le cadre de problématisation de ce sujet devenu public? Pour acquérir la cohérence d'un problème politique, le thème des règles agrège peu à peu les différentes dimensions qui en font un problème dans la vie des femmes : la sécurité d'usage et la santé, l'argent, la qualité de vie et le travail, voire l'impact environnemental. Des avancées se dessinent depuis cinq ans, mais choisir une entrée politique progressiste sur les règles implique aujourd'hui d'aller plus loin.

L'EUROPE DE LA SANTÉ, AU-DELÀ DE L'URGENCE SANITAIRE

Par Anne Bucher



Les Européens parlent depuis la crise Covid d'« Union de la santé ». Quelles sont les initiatives justifiant l'idée que l'Europe serait désormais plus active pour la santé des Européens ? Que fait-elle exactement ? Que peut-elle encore faire d'utile pour aller plus loin ?

FIN DU VÉHICULE THERMIQUE : POURQUOI ET COMMENT Y PARVENIR ?

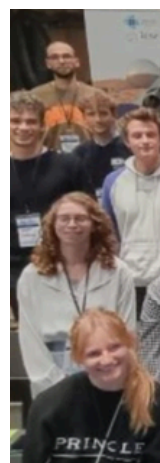
Par Jean-Philippe Hermine



Dans le cadre de la campagne pour les élections européennes 2024, nous avons demandé à différents experts de formuler des recommandations sur plusieurs questions stratégiques pour l'avenir de l'Union européenne. Nous ouvrons cette série avec une contribution de Jean-Philippe Hermine, directeur de l'Institut Mobilités en Transition (IMT), à qui nous avons posé la question de la fin du véhicule thermique. Alors que certains émettent des doutes sur les orientations du Green Deal concernant la décarbonation des mobilités en général et l'avenir du véhicule électrique en particulier, Jean-Philippe Hermine répond aux controverses en cours et trace le chemin d'une politique industrielle qui permette à l'Europe de tenir son rang dans la compétition avec la Chine et les Etats-Unis.

RAPPORT DE LA CONVENTION SCIENTIFIQUE ÉTUDIANTE SUR L'HYDROGÈNE

Par Les membres de la Convention Scientifique Étudiante sur l'hydrogène



Le texte qu'on va lire est l'œuvre d'une cinquantaine d'étudiantes et étudiants scientifiques tirés au sort pour participer à la première « Convention scientifique étudiante ». Lancée en 2023 par la Société des Ingénieurs et Scientifiques de France (IESF) sous le haut patronage du ministre délégué chargé de l'Industrie et de l'Energie, elle avait pour tâche de dire dans quelle mesure « les technologies liées à l'hydrogène sont pertinentes pour atteindre les objectifs de développement durable » et quels devraient en être les usages prioritaires. Les pages qui suivent forment le corps du rapport final de cette convention, dont la version intégrale est accessible ici.

LA PÊCHE EUROPÉENNE : AMÉLIORATION FRAGILE ET AVENIR INCERTAIN

Par Pénélope Debreu



La pêche durable devient progressivement une réalité pour l'Europe. L'activité reste cependant fragile, comme le montre l'impact du prix du carburant diesel sur l'année 2022. Le secteur, qui regroupe aussi bien une petite flotte artisanale que des navires de grande taille, présente des situations variées, de la Méditerranée à la Baltique, mais doit relever des défis communs. Un renouvellement d'ensemble de la politique européenne de la pêche est indispensable pour y répondre en intégrant les objectifs durables et la transition énergétique.

L'AVENIR DE L'EUROPE DE LA SANTÉ DANS LE PROCHAIN QUINQUENNAT EUROPÉEN

Par Mélanie Heard



Lors de son discours du 25 avril sur l'Europe, le chef de l'Etat a vanté « l'unité stratégique » des Vingt-Sept, notamment pendant la crise Covid sur les enjeux de santé, domaine dans lequel l'Union ne disposait pourtant que de compétences limitées. Cette Europe de la santé est pourtant encore au milieu du gué. Or, au-delà de l'urgence sanitaire, les enjeux de souveraineté industrielle sur le médicament sont de fait à un tournant. Et d'autres défis, autour du cancer notamment, cherchent encore leur élan politique. Quelques pistes pour le prochain quinquennat européen.

LE « PARADIS ÉNERGÉTIQUE » DE JORDAN BARDELLA

Par Nicolas Goldberg



Sous des dehors plus mainstream que naguère, le programme de Jordan Bardella en matière énergétique et climatique est en réalité un programme de casseur et non de constructeur, de soumission et non de souveraineté. Conservatisme et souverainisme ne se conjuguent pas aisément sur le sujet énergétique où l'on oublie souvent que nous dépendons aux deux tiers des énergies fossiles et qu'il en a malheureusement toujours été ainsi. Les mesures proposées nous enfermeraient dans la dépendance aux énergies fossiles, gaz et pétrole en tête. Voilà la triste vérité du parti qui caracole en tête des intentions de vote aujourd'hui.

ELECTIONS EUROPÉENNES DE 2024 : QUEL IMPACT DES DROITES RADICALES SUR LA PROCHAINE LÉGISLATURE ?

Par Catherine Fieschi et Salvatore Vassallo



Une analyse empirique des votes exprimés par les députés européens lors de la mandature qui s'achève montre les alliances qui ont émergé au Parlement européen depuis 2019, ce qui pourrait changer après le 9 juin, pourquoi l'hypothèse de la formation d'une « coalition de centre-droit » stable n'est pas réaliste, et dans quels domaines spécifiques elle pourrait néanmoins prendre forme ponctuellement.

ADAPTER LA FRANCE À +4°C : LUBIE POLITIQUE OU NÉCESSITÉ FONDÉE SUR LA SCIENCE ?

Par Marine Braud



Que nous apprend la comparaison des politiques nationales d'adaptation au changement climatique ? Quel pari font-elles sur le réchauffement futur ? Font-elles l'inventaire des risques et vulnérabilités présents sur leur territoire ? Envisagent-elles des mesures contraignantes ? L'exercice de parangonnage auquel se livre ce rapport tente de répondre à ces questions et permet de situer l'ambition de notre pays en la matière.

LA CSRD : LE SYSTÈME MÉTRIQUE DE L'ENTREPRISE RESPONSABLE

Par Martin Richer



Mesurer son impact et prendre ses responsabilités : ces ambitions ne sont plus réservées à quelques entreprises particulièrement engagées. C'est désormais une obligation codifiée qui concerne l'ensemble des entreprises européennes de grande taille. Faut-il s'inquiéter de ces nouvelles contraintes pesant sur les entreprises ou se féliciter de cette avancée vers une économie inclusive, juste, verte et compétitive ?

LES AVANCÉES DE L'EUROPE SOCIALE

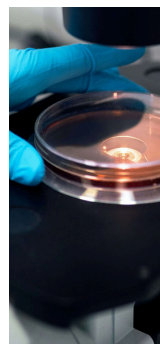
Par Georg Fischer



La politique sociale de l'UE a beaucoup évolué ces dernières années. L'UE a établi un document programmatique qui définit le socle européen des droits sociaux. La Commission de son côté a pris une série d'initiatives pour leur donner une consistance. Doit-elle aller plus loin ? Quelles sont les priorités pour approfondir l'action européenne en matière sociale ?

FINANCER LA RECHERCHE POUR CONSOLIDER L'UE

Par Mélanie Heard et Manon Duboc



La politique de recherche européenne s'appuie sur des programmes-cadres qui viennent compléter les financements nationaux. Le programme cadre qui s'est achevé en 2020, baptisé Horizon 2020, avec ses presque 76 milliards d'euros de dotation, a marqué un tournant positif et rencontré l'adhésion des chercheurs. La Commission vient d'en publier une évaluation très positive. Le prochain parlement aura à poursuivre l'ambition européenne dans ce secteur où les attentes sont majeures.

PLAIDOYER POUR UN BUDGET EUROPÉEN RENFORCÉ

Par Marc-Olivier Padis et Pénélope Debreu



Décarbonation, défense, révolution numérique, réindustrialisation, recherche, reconstruction de l'Ukraine : sur tous ces sujets, une coordination européenne est préférable à des actions isolées et divergentes des Etats membres. Mais comment financer de nouveaux efforts collectifs alors que le budget européen stagne et qu'il faudra, en outre, commencer à rembourser dès 2028 la dette commune contractée pour relancer l'économie après la crise du Covid-19?

LES ÉTRANGERS DANS L'ENTREPRISE : LES PENSÉES CACHÉES DU RN

Par Alexandre Durain



Le RN prétend qu'il critique les étrangers qui ne manifestent pas l'intention de s'intégrer. Or, par des amendements parlementaires récents, il dévoile une stratégie beaucoup plus générale, visant les étrangers extra-européens occupant des emplois salariés. Plusieurs propositions d'amendements portant sur le monde du travail expriment la volonté de réduire les droits des travailleurs étrangers en ce qui concerne l'indemnisation du chômage, la participation aux instances représentatives du personnel et l'accès aux élections professionnelles.

LES NON-DITS DE LA SÉCURITÉ SELON LE RN

Par Marc-Olivier Padis



Le Rassemblement national a fait de la sécurité l'un de ses terrains de prédilection. Pourtant, ses objectifs en la matière ne sont pas clairs ou, plutôt, peu explicites. Avec des propositions apparemment tranchantes mais en réalité floues et aux effets potentiellement contre-productifs, l'extrême-droite créerait une situation d'incertitude in fine très insécurisante pour les populations comme pour les agents publics. C'est ce qui ressort notamment de l'examen de deux propositions du programme publié pour les élections législatives : la « protection fonctionnelle » attribuée aux agents publics et la « présomption de légitime défense » concernant les forces de l'ordre.

TAXER LES « SUPER-RICHES » : POURQUOI ET COMMENT LE FAIRE ?

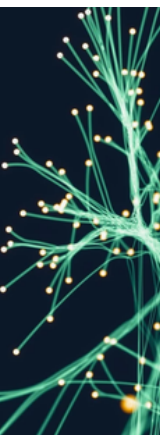
Par le Groupe Saint-Lazare et Bruno Palier



Le Nouveau Front Populaire (NFP) a fait du rétablissement d'un « ISF renforcé » l'une des propositions phares de son contrat de législature. Dans ce contexte, la présente note entend éclairer le débat public sur les conditions de possibilité d'une imposition effective des « super-riches »

IA ET SANTÉ : POURQUOI L'ACTION PUBLIQUE NE PEUT PLUS ATTENDRE

Par Mélanie Heard et David Gruson



L'Intelligence Artificielle dans la santé, on en parle déjà beaucoup et partout. Mais quelle politique publique soutient vraiment aujourd'hui le déploiement de cette révolution en marche ? Terra Nova plaide pour accélérer l'implication des pouvoirs publics et liste, avec dix recommandations opérationnelles, les instruments de politique publique qu'appellent aujourd'hui les usages de l'IA dans le soin et la prévention. Nous n'en sommes plus aux questions de principe mais à une problématique d'embrayage, de mise à l'échelle opérationnelle dans laquelle il est urgent que les pouvoirs publics prennent dès maintenant toute leur part avec les instruments qui sont les leurs.

SANTÉ MENTALE DES JEUNES PLACÉS DE L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

Par Emmanuelle Severino



La moitié des mineurs de l'aide sociale à l'enfance souffre de troubles psychiques. C'est cinq fois plus que la moyenne nationale. Alors que la gestion des traumatismes est indispensable pour construire leur destin d'adulte, la santé mentale est pour eux la dernière des priorités.

COMMENT RÉVEILLER L'EUROPE ?

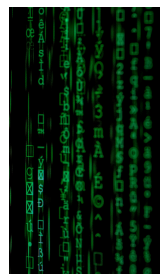
L'analyse de Jean Pisani-Ferry



Un diagnostic convergent semble émerger concernant les principaux défis économiques que rencontre l'Union européenne. Trois rapports récents pourraient permettre de dépasser des divergences de vue qui paralysent l'Union depuis longtemps. Mais il y a loin de l'analyse à la décision politique. L'UE prend souvent des décisions importantes le dos au mur. En sommes-nous à nouveau là ?

PLAIDOYER POUR LES GRANDES OUBLIÉES : LES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES DE PARTAGE DE DONNÉES

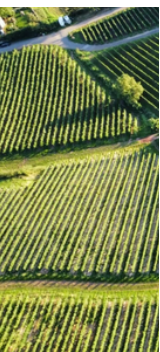
Par Laura Létourneau



Ce rapport collaboratif coordonné par Laura Létourneau et publié par les deux think-tanks Digital New Deal et Terra Nova est à la fois un plaidoyer et la première version d'un guide pratique pour le déploiement d'infrastructures publiques de partage de données essentielles pour l'efficacité des politiques publiques, notamment la transition écologique, et la compétitivité économique du pays.

PERSPECTIVES POUR LE PRIX DU CARBONE EN EUROPE

Par Pierre Jérémie



Pour faire face à ses ambitions climatiques, l'Union européenne a décidé de renforcer son marché de quotas d'émissions (SEQUE). Ce faisant, elle a également accru les risques qui lui sont associés (fuites de carbone, manque de visibilité sur le prix du quota, enjeux d'acceptabilité sociale). Les dispositions qu'elle a prises jusqu'ici pour endiguer ces risques sont incomplètes et insuffisantes, mettant en danger l'atteinte de la neutralité carbone au mitan du siècle. Pierre Jérémie présente, dans un rapport inédit pour Terra Nova, 15 propositions pour y parvenir.

LA PETITE ENFANCE : UN SECTEUR À BOUT DE SOUFFLE EN MAL D'ATTRACTIVITÉ

Par Suzanne Gorge



Le secteur de la petite enfance fait face à des difficultés de recrutement depuis plusieurs années. Les raisons sont multiples : faibles rémunérations, métier difficile et peu valorisé, perspectives d'évolution insuffisantes, course à l'équilibre économique induite par de nouveaux modes de financement. Pourtant l'évolution des connaissances en neurosciences, en économie et en sciences sociales a souligné l'importance de la qualité de l'accueil des jeunes enfants et l'investissement social dans la petite enfance est désormais un levier reconnu dans la lutte contre les inégalités sociales.

QUEL RENDEMENT PEUT-ON RÉELLEMENT ATTENDRE DE LA TAXATION DES PLUS FORTUNÉS?

Par Fipaddict et Guillaume Hannezo



Entre le dogme présidentiel de l'impossibilité d'augmenter les impôts et le programme fiscal voué à l'échec du Nouveau Front Populaire (NFP), il doit exister une voie pour plus de justice fiscale et la prise en compte des contraintes budgétaires. C'est ce que propose la présente note, après avoir rappelé les urgences de la situation de nos finances publiques.

NOUVELLE-CALÉDONIE : SORTIR DE LA VIOLENCE, RENOUER LE DIALOGUE

Par Antoine Robert



Après les violences qui ont dévasté l'île en mai dernier, la date du 24 septembre, rappelant la prise de l'île par la France en 1853, constituait un moment important qui a confirmé l'apaisement des tensions. Dans son discours de politique générale, le Premier ministre a annoncé le report des élections provinciales « jusqu'en fin 2025 » et l'abandon du projet de loi constitutionnelle de dégel du corps électoral. Le moment est opportun pour renouer le fil du dialogue politique entre les communautés.

INVESTIR DANS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE : QUEL FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES ?

Par Benoît Thirion



Pour réussir la transition écologique, des investissements massifs dans les infrastructures et les bâtiments sont indispensables, pour décarboner, s'adapter au changement climatique et préserver la biodiversité. Ces investissements sont massifs : de l'ordre de 30 Mds € supplémentaires par an d'ici à 2030 hors adaptation. Pour les financer, ce rapport plaide pour une double stratégie : d'une part, mobiliser autant que possible les financements privés, dans une logique partenariale conforme à l'intérêt général et refondée à l'aune de la transition écologique, et, d'autre part, trouver de nouvelles sources pour satisfaire les besoins de financements publics, qui resteront en tout état de cause très élevés.

LE DÉPLOIEMENT DE LA CSRD : POUR UN CHANGEMENT DE POSTURE PLUTÔT QU'UN MORATOIRE

Par Bertrand Desmier et Martin Richer



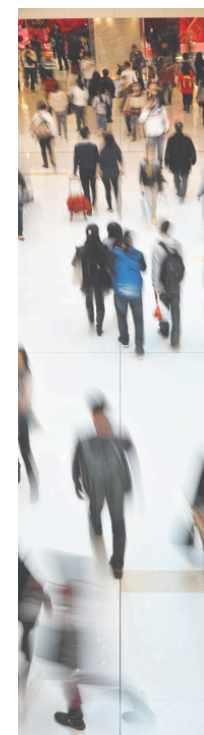
Le maintien et la confirmation de la CSRD doivent être réaffirmés sans équivoque dès que possible, afin de mettre fin aux incertitudes actuelles, préjudiciables à la bonne préparation des entreprises. Le déploiement de la CSRD doit aussi être mieux accompagné par les institutions européennes (Commission, Efrag, ...) et celles des pays membres. Ce réengagement constitue une décision cruciale sur la direction que nous voulons donner à nos sociétés.

RELATIONS FINANCIÈRES ENTRE L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES : 4 CHANTIERS À (R)OUVRIR POUR SORTIR DE L'IMPASSE

Par Claire Delpech



Mises en cause cet automne dans le débat sur l'ampleur inattendue du déficit public, les collectivités locales sont-elles responsables de ce dérapage ? Pour comprendre la part qu'elles prennent à la situation des finances publiques, il faut d'abord revenir sur les évolutions des relations entre l'Etat et ces collectivités locales. Un sujet complexe et souvent mal traité qu'il devient urgent de clarifier. La remise en chantier de la loi de finances en janvier 2025 offre une opportunité pour repenser ces relations essentielles.



La Grande Conversation, la revue en ligne de Terra Nova.

La Grande Conversation est la revue intellectuelle et politique de Terra_Nova. Créée en 2021, son ambition est de nourrir la conversation démocratique, c'est-à-dire l'échange civilisé des arguments et des idées sans lesquels il n'est pas de débat public fructueux. La controverse y a sa place, mais pas la disqualification ; la contradiction, mais pas l'invective ; le pluralisme, mais pas les affirmations gratuites ou infondées.

La Grande Conversation veut également offrir aux différentes composantes de l'arc progressiste une plateforme intellectuelle qui renouvelle leur compréhension des problèmes contemporains : la radicalité y a droit de cité, mais pas l'extrémisme ; le désir de traiter les problèmes à la racine, mais pas les remises en cause du pacte républicain, de l'État de droit et de la démocratie.

La Grande Conversation accueille des contributions de sensibilités variées qui ne reflètent pas nécessairement les positions de Terra Nova et peuvent même les questionner ou les critiquer.

- Créée en octobre 2021, La Grande Conversation vise à redonner vie à la conversation démocratique au seuil d'un cycle électoral majeur. Le nouveau paysage médiatique morcelé et chaotique, centré sur le clash et le buzz, rend nécessaire l'apparition de sites qui privilégient le débat de fond, l'échange des arguments et le sens critique. **Tel est le projet de notre revue : animer en France un débat d'idées, en rupture avec le théâtre d'ombres et le jeu de masques qu'est devenu le non-dialogue démocratique dans notre pays.**
- La construction de clivages fictifs éloigne de la réalité des problèmes qui se posent aux citoyens. La volatilité de l'agenda médiatique empêche de consacrer le temps nécessaire à la recherche d'un consensus sur les enjeux majeurs. **La Grande Conversation prend le contrepied de l'air du temps**, avec des entretiens développés, des articles fouillés, des dossiers complets comme celui que nous consacrons au débat sur la fin de vie. Elle propose aussi des controverses fondées sur des faits et des chiffres, et ouvertes à tous les points de vue pourvu qu'ils soient argumentés, documentés et respectueux de la civilité des échanges. Elle donne également la parole à des communautés de citoyens mobilisés à l'occasion de certains débats d'actualité.
- Renouveler la conversation politique, retrouver le sens de la nuance, rappeler que la délibération a pour objet la recherche d'un compromis, telle est l'ambition de notre revue.

www.lagrandeconversation.com

RUBRIQUES

Politique Économie Écologie Société Monde

NOS DOSSIERS



DOSSIER

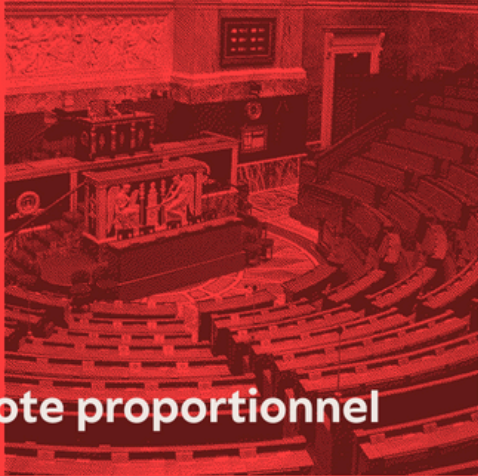
21 février 2023

Fin de vie

Proposer un modèle à la française d'aide à mourir : c'est l'ambition du projet de loi sur la fin de vie qui arrive au Parlement. Un texte pragmatique, qui dessine une procédure fortement encadrée pour cet acte de soin ultime. Un texte de compromis, qui cherche l'équilibre dans un débat aux polarités fortes. Mais comment sécuriser ce compromis au Parlement pour que ce texte organise concrètement la meilleure aide possible pour les patients en fin de vie ? La Grande conversation place au cœur du débat une réflexion à plusieurs voix sur les conditions d'une aide qui soit le plus justement fraternelle.

- 1 - Pour une fin de vie digne, de nouveaux droits par Marisol Touraine
- 2 - Fin de vie : erreurs et errements de la Fondapol par Mélanie Heard
- 3 - Comment dépasser les oppositions autour de la question de l'aide médicale à mourir ? par Keith Lund
- 4 - Réhumaniser la fin de la vie ? par Elsa Walter
- 5 - Deux Conventions citoyennes : quelles leçons, quel héritage ? par Claire Thoury, Thierry Pech
- 6 - Ce que disent les citoyens sur la fin de vie par La Grande Conversation
- 7 - Aide médicale active à mourir. Trois scénarios, plus un par François Biot
- 8 - Fin de vie : ouvrir la boîte noire par François Biot
- 9 - Je ne veux pas aller en Suisse par Bernard Poulet
- 10 - Soins palliatifs en fin de vie versus aide médicale à mourir : c'est toujours d'aider à mourir qu'il s'agit par François Biot
- 11 - Quelle aide à mourir pour ceux qui la demandent ? Le choix de la fraternité par Mélanie Heard
- 12 - L'État, la mort et le tragique par Claire Fourcade
- 13 - Un ultime recours, au cas par cas par Corine Pelluchon
- 14 - L'aide active à mourir peut-elle être considérée comme un soin ? par Régis Aubry
- 15 - Le lexique du débat sur la fin de vie par Mélanie Heard, Marc-Olivier Padis
- 16 - Aide médicale active à mourir : poser les questions, éclairer le chemin par François Biot
- 17 - Faut-il encore opposer soins palliatifs et aide active à mourir ? par Martine Lombard
- 18 - Fin de vie : quelle est la question ? par Mélanie Heard, Marc-Olivier Padis

NOS DÉBATS



DÉBAT

Le vote proportionnel

5 octobre 2023

Le vote permet une double opération : il rend visible les différentes sensibilités politiques dans lesquelles se reconnaissent les électeurs et il permet de constituer des majorités en vue de l'exercice des responsabilités politiques. Aujourd'hui, le mode de scrutin pour désigner les députés (scrutin majoritaire uninominal à deux tours) ne permet plus ni l'une ni l'autre de ces opérations. C'est pourquoi un débat s'est ouvert sur le passage au vote proportionnel. Mais il existe en réalité différentes modalités de vote proportionnel. Comment s'y retrouver ?

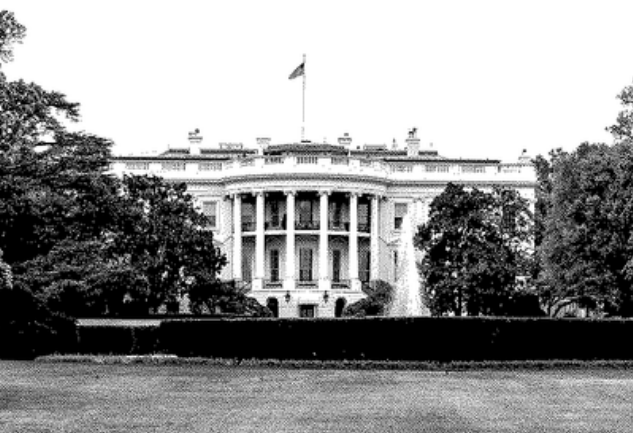
- 1 Jean-François Laslier, Jérôme Lang, Thierry Pech, Manel Ayadi
Pour un scrutin proportionnel aux élections législatives : propositions et projections
- 2 Gérard Grunberg
La proportionnelle intégrale est la vraie solution à la crise politique
- 3 Comité national de l'association Démocratie et Proportionnelle
Réaction au rapport de Terra Nova sur la proportionnelle
- 4 Alexandre Durain
La proportionnelle selon le Rassemblement National

2.3 NOS DOSSIERS

2024 : L'Amérique à l'heure du choix

2024 : L'Amérique à l'heure du choix

La campagne présidentielle américaine du 5 novembre a retenu l'attention à plus d'un titre et l'élection de Donald Trump a été perçue comme un choc majeur. Le suivi de la campagne électorale et l'analyse des programmes républicain et démocrate proposés par La Grande Conversation de Terra Nova ont eu vocation à éclairer sur la situation des Etats-Unis et à anticiper les grands choix faits à l'occasion de ce scrutin décisif pour leur avenir. Mais le vote des Américains aura également des répercussions à l'international : pour l'Europe, le commerce et l'économie mondiale, la géopolitique mais aussi sur l'évolution des débats politiques en France.



« LABOR DAY » AUX ÉTATS-UNIS : LA VRAIE CAMPAGNE ÉLECTORALE COMMENCE

Par Pedro Soriano

Contrairement à ce qui se passe en Europe, la fête du Travail est célébrée aux États-Unis le premier lundi de septembre, et non le 1er mai, et elle est traditionnellement considérée comme la date à partir de laquelle la campagne électorale pour les élections présidentielles commence "officiellement". Ces élections se révèlent très différentes de ce que nous imaginions il y a un peu plus d'un mois.

TOUT RESTE À FAIRE : QUELLES LEÇONS TIRER DU DÉBAT OPPOSANT TRUMP À HARRIS ?

Par Elier Chollet

Si le débat télévisé a été l'occasion pour les deux candidats de dessiner leurs positions et leurs antagonismes sur d'importants points (coût de la vie et inflation, droit à l'avortement, immigration, bilan de la crise sanitaire, port d'armes...) le silence passé sur de nombreux sujets-clés nationaux (écologie et transition énergétique, système électoral, prix des médicaments, fonctionnement de la Cour Suprême...) comme supranationaux (conflit ukrainien survolé, conflit israélo-palestinien omis, positionnement stratégique vis-à-vis de l'Europe oublié...) montre les limites de l'exercice.

AUX ÉTATS-UNIS, LA SANTÉ EST AU CŒUR DE LA CAMPAGNE

Par Mélanie Heard

Droit à l'avortement, accès aux soins, avenir de l'Obamacare, baisse de l'espérance de vie, crise des opioïdes, prix des médicaments, préparation aux pandémies mondiales... les sujets de santé sont au cœur de la campagne électorale américaine. Les visions de Kamala Harris et Donald Trump sont radicalement différentes et les électeurs y accordent un poids significatif à l'heure du choix. Vendredi, après que les médias ont annoncé la mort de deux femmes en Géorgie en raison des restrictions d'accès à l'avortement, la vice-présidente a immédiatement réorganisé son planning de campagne pour prononcer à Atlanta un discours virulent contre le renversement de la jurisprudence Roe v. Wade qu'elle impute directement à son adversaire, parlant sans ambage, et pour la première fois, d'un "Trump Abortion Ban".



HARRIS-TRUMP, UNE APPROCHE SIMILAIRE DE LA FRONTIÈRE ?

Par Colleen Putzel-Kavanaugh et Muzaffar Chishti

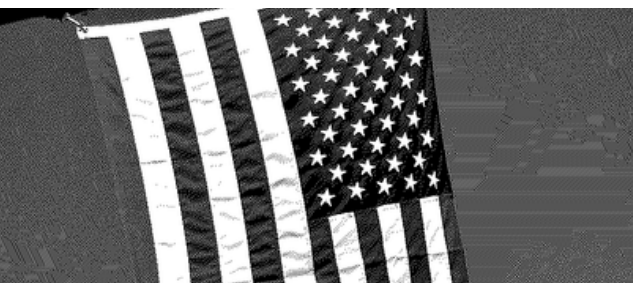
Bien qu'elle s'oppose au discours violemment anti-immigrants de Donald Trump, la candidate démocrate à la présidence est en train d'infléchir la position de son parti sur le sujet. Comment propose-t-elle de traiter les migrants arrivant à la frontière avec le Mexique ? Quelle différence par rapport à Biden ? Quelle est sa vision du sujet migratoire pour la nation américaine ?



CHILD TAX CREDIT : UN ENJEU DE JUSTICE CLIVANT AU COEUR DE LA CAMPAGNE

Par Sarah D. Rozenblum

La campagne a pris un tournant social majeur le 8 octobre avec les annonces de Kamala Harris en faveur de la « génération sandwich » : ces actifs qui prennent simultanément soin de leurs parents âgés et de leurs enfants. L'enjeu du Child tax credit en est d'autant accru. Devenu un point de fixation crucial de la lutte contre la précarité à la faveur de son utilité massivement démontrée dans la crise Covid, ce crédit d'impôt dédié aux familles est devenu un point de rivalité majeur dans l'élection présidentielle.



HARRIS, TRUMP ET L'ÉCOLOGIE : SURTOUT NE PAS EN PARLER

Par Elior Chollet

Malgré les premiers résultats de l'administration Biden en matière d'action climatique, l'effacement du sujet jusqu'alors dans la campagne présidentielle ainsi que la timidité du programme Démocrate suscitent questionnements et critiques chez les tenants d'une action écologique plus rigoureuse pour les États-Unis, second émetteur mondial de gaz à effets de serre.



ELECTIONS AMÉRICAINES : COMMENT L'EUROPE DOIT SE PRÉPARER

Par Jérémie Gallon

Pris de court par l'élection de Donald Trump en 2016, les Européens ne sont guère mieux préparés à une éventuelle réélection du candidat républicain le mois prochain. Mais ils ne doivent pas pour autant se rassurer à bon compte en misant sur la victoire de la candidate démocrate car la prise de distance de Washington par rapport à l'Europe concerne désormais de nombreux domaines partagés par les deux camps.



TRUMP VS. HARRIS : QUELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ?

Par Pierre Buhler

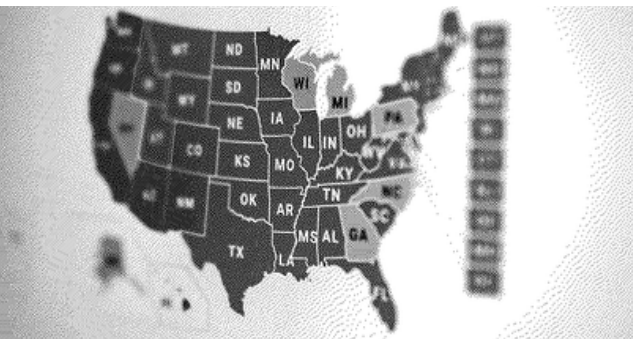
Le résultat de l'élection présidentielle américaine affectera la situation internationale sur plusieurs points chauds : au Proche-Orient, en Ukraine, à Taiwan... Mais que proposent les deux candidats dans leur programme ? Si les politiques étrangères des administrations Trump et Biden (dont Kamala Harris est en partie comptable) se distinguent par bien des aspects, en particulier vis-à-vis des Européens, des points de consensus rassemblent les deux camps.



LES CONTRADICTIONS D'UN SOUTIEN DE GAUCHE À KAMALA HARRIS

Par James Cohen

Kamala Harris a redonné l'espoir à son camp et a cherché à convaincre les indécis. Son positionnement politique est loin de satisfaire l'aile gauche de son parti, que ce soit à propos de la frontière mexicaine, de la lutte contre les monopoles ou de la Palestine. En fin de campagne, les dissensions internes des démocrates sont mises de côté en raison des impératifs électoraux. Au risque de perdre les plus radicaux ?



LE VOTE LATINO AUX ETATS-UNIS : LA FIN DU « DESTIN DÉMOGRAPHIQUE »

Par Marc-Olivier Padis

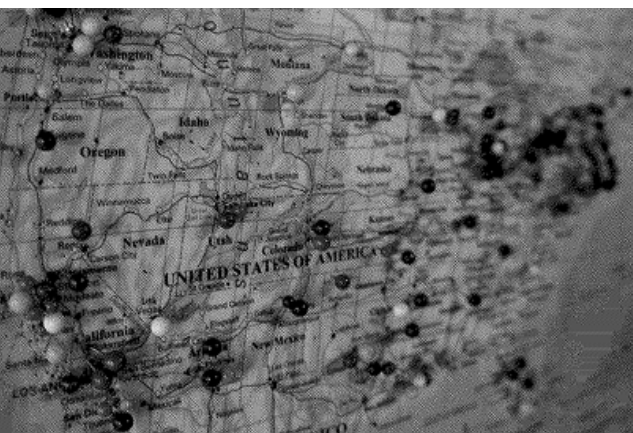
Dans une élection qui s'annonce très serrée, le vote des Latinos américains pourrait se révéler déterminant. Minorité ethnique en pleine croissance, les Hispaniques ont longtemps été considérés comme un électorat captif par les Démocrates. Mais les jeunes électeurs hispaniques, souvent nés américains, se déterminent moins sur les questions d'identité que sur les questions sociales et économiques.



D'UNE COALITION À L'AUTRE

Par Bruno Jeanbart

En regardant les catégories qui ont voté pour Donald Trump, on constate non seulement qu'il a réussi à progresser dans de nombreux groupes qu'on pensait favorables aux Démocrates (notamment les minorités) mais aussi qu'il a constitué une coalition électorale nouvelle, tandis que celle qui devait porter Kamala Harris s'est défaite. C'est donc potentiellement une transformation profonde du paysage politique américain qui accompagne sa nouvelle victoire.



ÉLECTIONS : LE RENFORCEMENT DE LA POLARISATION GÉOGRAPHIQUE

Par Jacques Lévy

La comparaison des récentes élections en France et aux Etats-Unis laisse apparaître un double mouvement a priori contradictoire. D'un côté, la progression du vote populiste réduit les écarts entre catégories d'électeurs, qu'on observe les revenus, les diplômes, l'âge, le sexe ou l'appartenance communautaire. De l'autre, les clivages territoriaux restent toujours apparents dans les choix électoraux. Comment expliquer que, dans les deux pays, la dimension spatiale du vote se renforce, tandis que les oppositions non-spatiales s'atténuent ?



LA GAUCHE FACE À LA DÉFAITE DES DÉMOCRATES : COMMENT RECONQUÉRIR UN ÉLECTORAT POPULAIRE ?

Par James Cohen

Après sa défaite, le parti démocrate américain doit maintenant tirer un bilan de la campagne. Le débat a rapidement commencé à gauche. Au-delà d'une série de constats partagés, un clivage oppose une lecture centriste des faiblesses du positionnement des Démocrates à une lecture plus radicale. Au centre des interrogations : le parti s'est-il éloigné de ses bases populaires ?



Européennes 2024

Européennes 2024

La Grande Conversation a rassemblé dans ce dossier les nombreuses contributions de nos experts publiées ces derniers mois. Retrouvez nos analyses des grands enjeux de la mandature écoulée et ses réalisations, nos éclairages sur les défis et les nouveaux équilibres du futur quinquennat européen, ainsi que nos propositions pour des politiques publiques européennes progressistes, ainsi qu'une analyse des votes dans les principaux pays européens.



LE « MOUVEMENT AGRICULTEUR CITOYEN » AUX PAYS-BAS : NAISSANCE D'UN NOUVEAU POPULISME ?

Par Batiste Morisson

La contestation de la transition écologique peut-elle devenir le nouveau terrain de jeu des populistes d'extrême-droite ? L'apparition soudaine d'un nouveau mouvement politique aux Pays-Bas, en réaction à un projet de transformation du modèle agricole très intensif du pays, retient l'attention. A l'heure où l'agriculture doit intégrer des pratiques durables, ces choix difficiles vont-ils changer les rapports de force politique ?



LE GLISSEMENT À DROITE DE L'ÉLECTORAT EUROPÉEN

Par Giovanni Capoccia

Partout en Europe se forment des coalitions entre partis de droite traditionnels et partis d'extrême-droite. Après la Hongrie et la Pologne, l'Italie de Giorgia Meloni apparaît comme le laboratoire de cette alliance en Europe occidentale. Les élections de juillet en Espagne pourraient amener Vox au gouvernement dans une alliance avec le Partido Popular, tandis qu'en France et en Allemagne, les sondages montrent une poussée du Rassemblement National et de l'AfD (Alternative für Deutschland). Les prochaines élections européennes de juin 2024 pourraient voir l'avènement d'une alliance entre droite et extrême-droite au Parlement européen, et un poids toujours plus grand du souverainisme et du nationalisme au sein du Conseil européen. Cet article a été publié par notre partenaire Agenda Publica.



SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE : EN ATTENDANT GODOT ?

Par Pierre Buhler

L'invention du concept de « souveraineté européenne » par le président Macron en 2017 a suscité un débat, ravivant des différends sur la supranationalité, l'État-nation et la démocratie qui résonnent depuis la création du projet européen. Elle est également intervenue à un moment où une série de crises a contraint l'Union européenne à dépasser ses ambitions de « puissance normative » pour vivre son « moment machiavélien », dans un contexte de montée de nouvelles puissances mondiales et de menaces existentielles pour elle-même et ses États membres. La « souveraineté européenne » n'est pas un oxymore, mais une expression impropre. La véritable question qui se pose à l'Union européenne est celle non de la souveraineté, mais de la puissance. Or, la puissance procède du commandement, qui est loin d'être un attribut du processus complexe de prise de décision partagée de l'entité européenne, ce qui rend l'objectif de devenir une puissance à part entière hors de sa portée.



L'IMPACT EN EUROPE DE L'IMPLOSION POLITIQUE DES PAYS-BAS

Par Sander Tordoir

Alors que l'Espagne digère les résultats d'un scrutin qui pourrait la laisser dans une impasse politique, les Pays-Bas se préparent à une campagne électorale de leur côté. L'effondrement de l'alliance quadripartite des partis de centre-droit et libéraux au début du mois de juillet a déclenché la convocation de nouvelles élections prévues pour novembre et met fin aux 13 années de Mark Rutte en tant que premier ministre.



VERS UN NOUVEL ÉLARGISSEMENT DE L'UE : DÉBAT SUR LA « CINQUIÈME VAGUE » D'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Par Sylvain Kahn, Pierre Sellal, Pierre Buhler, Anne Bucher et Jean-Louis Missika

Alors que la guerre en Ukraine a rouvert un processus d'élargissement (Moldavie, Ukraine) et relancé le dossier d'adhésion des Balkans, plusieurs questions importantes se posent. Cette nouvelle vague d'élargissement est-elle différente des précédentes ? Convient-il de réformer l'UE avant d'y intégrer de nouveaux pays ? Faut-il proposer des dispositifs d'adhésion graduels ou bien donner à tous les pays un statut de membre indifférencié ?



UNE EUROPE À L'EXTRÊME DROITE ?

Par Hans Kundnani

Pendant longtemps, une Union européenne d'extrême-droite semblait inconcevable. Aujourd'hui cependant, les choses semblent bien différentes.



QUI GOUVERNE VRAIMENT LA SUÈDE ?

Par Louis Andrieu

La Suède fait partie des pays européens dans lesquels l'extrême-droite participe à une coalition gouvernementale (comme l'Italie, la Pologne et la Finlande). Comment cette coalition s'est-elle installée ? Quelle est l'influence de cette extrême-droite sur l'action du gouvernement ?



L'EUROPE NE DOIT PAS RATER LE NOUVEL ÂGE SPATIAL

Par Anders Fogh Rasmussen

Les responsables européens doivent s'emparer du sujet de la régulation de l'occupation des orbites terrestres. Sur terre, l'Europe sait imposer des règles conditionnant l'accès au marché intérieur. Elle se montre à la pointe du combat pour l'environnement. Elle doit faire la même chose pour l'espace.



LA DÉFAITE DU POPULISME EN POLOGNE

Par Aleksander Smolar et Jacques Rupnik

Le 15 octobre dernier, les élections législatives ont donné une large majorité à la coalition électorale d'opposition emmenée par Donald Tusk. Après huit années au pouvoir, le parti populiste Droit et Justice (PiS) qui voulait changer profondément la Pologne, a été défait dans les urnes. Comment analyser les résultats de cette élection ? Quels sont les défis pour la nouvelle majorité ? Quel sera l'impact du retour de la Pologne dans le jeu européen ?



POLOGNE, LE RETOUR EN EUROPE... À TRAVERS UN CHAMP DE MINES

Par Pierre Buhler

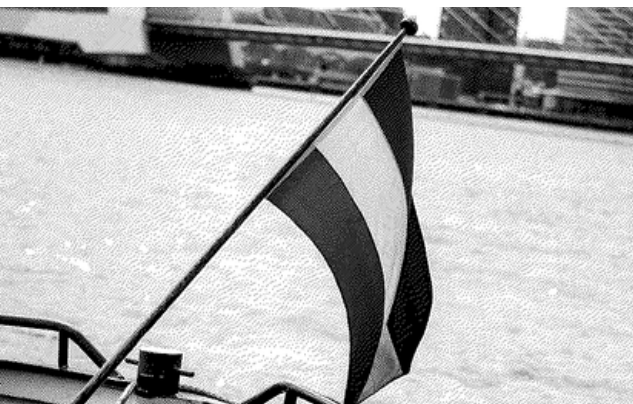
Après une campagne électorale difficile, l'opposition polonaise, emmenée par l'ancien Premier ministre et ancien Président du Conseil européen Donald Tusk, a battu le parti eurosceptique (PiS) au pouvoir à Varsovie depuis huit ans. Ce résultat va permettre à la Pologne de rétablir son Etat de droit et de jouer à nouveau un rôle constructif en Europe. Mais le caractère hétéroclite de la coalition en voie de formation ainsi que l'obligation de cohabiter avec un Président de la République issu du PiS vont compliquer la tâche du futur Premier ministre.



ESPAGNE : UNE LÉGISLATURE SUR LE FIL DU RASOIR

Par Pedro Soriano

Le Parlement espagnol ne présente pas de majorité claire. Les partis de droite n'ont pas réussi à former une coalition. Le Premier ministre socialiste sortant, Pedro Sanchez, a construit une majorité avec des petits partis régionalistes, dont les indépendantistes catalans à qui il a promis une amnistie. Au risque de sacrifier l'unité du pays ?



TREMBLEMENT DE TERRE AUX PAYS-BAS

Par René Cuperus

Même si le leader populiste Geert Wilders est présent sur la scène politique néerlandaise depuis plus de vingt ans, personne ne s'attendait à le voir arriver en tête des élections législatives du mois dernier. Des partis politiques plus récents, qui semblaient avoir le vent en poupe, ont finalement moins progressé que prévu. Les électeurs se sont décidés dans les dix derniers jours de campagne, ce qui ajoute à l'incertitude créée par la grande volatilité de l'électorat. Les Pays-Bas seront-ils gouvernés par un populiste islamophobe? Les négociations pour former une coalition ne font que commencer...



BREXIT : DÉSILLUSIONS DANS LA DÉMONDIALISATION

Par Denis Tersen

Sept ans après le référendum qui en a pris la décision, quel bilan peut-on faire du Brexit ? Pour Denis Tersen, il n'a pas tenu ses promesses. Et si les conséquences économiques en sont significatives mais inférieures à ce que l'on pouvait imaginer, c'est d'abord parce que le Royaume-Uni s'est finalement gardé, dans sa mise en œuvre, de couper réellement les ponts avec l'Europe.



REMBOURSER LE PLAN DE RELANCE : L'ENJEU CACHÉ DES EUROPÉENNES

Par Louis Andrieu

Pour aider à réparer les dommages économiques et sociaux immédiats causés par la pandémie due au coronavirus, l'Union européenne a créé en 2020 un instrument temporaire de relance de plus de 800 milliards d'euros (750 milliards d'euros aux prix de 2018), connu sous le nom de « Next Generation EU ». Pour le financer, la Commission, au nom de l'Union européenne, emprunte 390 milliards d'euros sur les marchés. Elle devra commencer à rembourser ces emprunts à partir de 2028. Comment les Européens vont-ils rembourser ces sommes ?



L'UNION EUROPÉENNE VA-T-ELLE VERS UNE CRISE BUDGÉTAIRE À SIX MOIS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES ?

Par Anne Bucher

Les sommets européens sont très souvent des moments de grande tension, dont l'enjeu est de trouver des compromis sur des négociations qui n'ont pas abouti aux niveaux technique et diplomatique. Ils le sont inévitablement quand il s'agit de questions budgétaires qui se règlent à l'unanimité. Le sommet du 13 novembre est en soi exemplaire de la complexité des relations européennes quand il s'agit de questions d'argent. Il a abouti à un accord partiel sur les propositions de révision du budget. Les espoirs d'une solution sont maintenant reportés au sommet du 1er février prochain.



FRANCE ALLEMAGNE : QUERELLE OU CRISE ?

Par Elie Cohen

Crise du couple, ratés du moteur ou mouvements d'humeur ? L'actualité livre la chronique quotidienne des tensions, irritations ou controverses qui surgissent dans la relation franco-allemande. Des stratégies opposées dans le domaine de l'énergie, des coopérations difficiles dans celui de la Défense et des reproches mutuels sur la bonne gestion macro-économique... Les crises présentent toujours des opportunités mais la capacité de Paris et de Berlin à dépasser leurs désaccords paraît plus douteuse aujourd'hui qu'hier.



DÉMÊLER L'ÉQUATION MIGRATOIRE EUROPÉENNE

Par Camille Le Coz

Les Européens ont-ils encore une alternative à la stratégie de la forteresse ? Les négociations ne sont pas difficiles seulement entre partenaires européens. Pays d'origine, pays de transit, pays de première arrivée, pays de destination... sont tous acteurs d'une équation qu'on ne pourra résoudre que par la négociation et la prise en compte des intérêts de chacun.



LES NOUVEAUX VISAGES EUROPÉENS DE L'ÉCOLOSCEPTICISME D'EXTRÊME DROITE ET COMMENT LE COMBATTRE

Par Pascal Canfin et Karl Pincherelle

L'écologie est entrée dans un nouvel âge : celui de la transformation systémique de nos sociétés. Celle-ci suscite des résistances nombreuses pour retarder, limiter ou amoindrir les mesures décidées à l'échelle européenne. Un nouvel arc idéologique d'obstruction à l'écologie se dessine à cette occasion, qui pourrait rapprocher les conservateurs et l'extrême droite au cours de la campagne pour les prochaines élections européennes de juin 2024 et de la future mandature 2024-2029.



LE RN ET L'EUROPE : « TOUT DOIT DISPARAÎTRE »

Par Thierry Pech et Annalivia Lacoste

Le RN vient de lancer sa campagne pour les élections européennes. L'occasion d'explorer ses principaux axes stratégiques en attendant un programme en bonne et due forme. Et de débusquer quelques-unes des fake news que Jordan Bardella et ses amis ne manqueront pas de colporter dans les semaines qui viennent.



TRAVAILLEURS DE PLATEFORMES : NE PAS LÉGIFÉRER POUR L'APPARENCE

Par Oliver Philipp

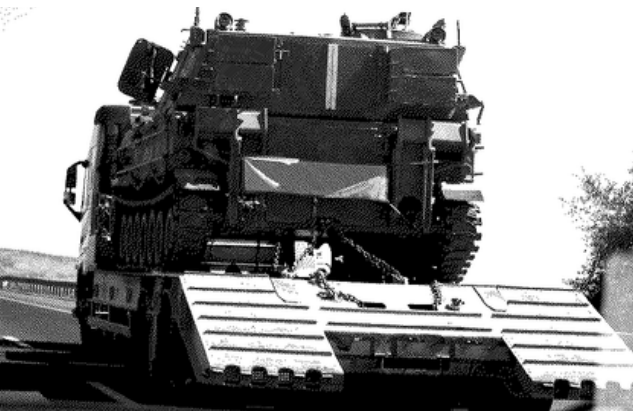
L'Union européenne a voté un texte pour renforcer les droits des travailleurs de plateformes, considérés comme des travailleurs indépendants. L'Allemagne et la France, opposées à ce texte, se sont trouvées mises en minorité par les autres Etats membres sur ce sujet. Cette avancée sociale est positive mais la mise en œuvre concrète de la directive européenne par les Etats membres doit encore combler de nombreuses lacunes.



TRAVAILLEURS DE PLATEFORME : SORTIR LA VOIE FRANÇAISE DE L'IMPASSE

Par Laetitia Dablanc

Le 11 mars dernier, les Etats membres de l'UE ont adopté une directive sur les plateformes de travail. Comment éviter la précarité au travail des chauffeurs et livreurs indépendants ? Après avoir essayé de corriger les défauts du système des plateformes tout en gardant la souplesse du travail indépendant, la France va devoir s'adapter aux nouvelles règles européennes votées contre son avis.



LA CONSTRUCTION PROGRESSIVE D'UNE INDUSTRIE EUROPÉENNE DE LA DÉFENSE

Par Alberto Bueno

Le soutien des pays européens à l'Ukraine passe par des livraisons d'armes. Mais après avoir pioché dans leurs stocks, les Européens ont du mal à fournir autant de matériels que nécessaire. Ils doivent en outre renforcer leurs propres capacités. Plutôt que d'acheter leurs armes aux Etats-Unis, au Japon ou à la Corée du Sud, ils devraient saisir l'occasion pour renforcer l'industrie européenne et développer un véritable projet de Défense européenne.



LE PIIEC HYDROGÈNE PEUT-IL SATISFAIRE L'OBJECTIF EUROPÉEN DE CRÉATION D'UNE INDUSTRIE DE L'HYDROGÈNE DÉCARBONÉ ?

Par Christophe Schramm

Le « Projet important d'intérêt européen commun » (PIIEC) lancé en juillet 2020 en faveur du secteur de l'hydrogène souligne la capacité de mobilisation de l'Union européenne sur un enjeu stratégique, y compris pour surmonter ses réserves traditionnelles en matière de soutien public à l'industrie dans le contexte d'une compétition internationale où les concurrents - asiatiques notamment - n'hésitent pas à recourir aux subventions d'Etat. Mais, souligne Christophe Schramm, il met également en exergue ses difficultés de coordination et de mise en cohérence d'une véritable politique industrielle à l'échelle du continent.



AGRICULTURE : LES FRANÇAIS DIVISÉS SUR LES CRITÈRES « VERTS » DE LA PAC

Par Thierry Pech

Alors que les forces politiques de droite et d'extrême-droite ne cessent de dénoncer les contraintes environnementales pesant sur l'agriculture dans la présente campagne pour les élections européennes, notre sondage montre que les Français sont beaucoup plus partagés qu'on ne le pense. Interrogés sur la possible suppression des critères « verts » de la Politique agricole commune (PAC), 45% s'y déclarent favorables et 46% opposés.



EUROPE DE LA SANTÉ : QUELS ENJEUX POUR LE PROCHAIN QUINQUENNAT EUROPÉEN ?

Par Mélanie Heard

Lors de son discours du 25 avril sur l'Europe, le chef de l'Etat a vanté « l'unité stratégique » des Vingt-Sept, notamment pendant la crise Covid sur les enjeux de santé, domaine dans lequel l'Union ne disposait pourtant d'aucune compétence attitrée. Cette Europe de la santé est pourtant encore au milieu du gué. Or, au-delà de l'urgence sanitaire, les enjeux de souveraineté industrielle sur le médicament sont de fait à un tournant. Et d'autres défis, autour du cancer notamment, cherchent encore leur élan politique. Quelques pistes pour le prochain quinquennat européen.



LA NOSTALGIE FOSSILE DE JORDAN BARDELLA

Par Nicolas Goldberg

Sous des dehors plus mainstream que naguère, le programme de Jordan Bardella en matière énergétique et climatique est en réalité un programme de casseur et non de constructeur, de soumission et non de souveraineté. Conservatisme et souverainisme ne se conjuguent pas aisément sur le sujet énergétique où l'on oublie souvent que nous dépendons aux deux tiers des énergies fossiles et qu'il en a malheureusement toujours été ainsi. Les mesures proposées nous enfermeraient dans la dépendance aux énergies fossiles, gaz et pétrole en tête. Voilà la triste vérité du parti qui caracole en tête des intentions de vote aujourd'hui.



LA POLITIQUE DE COHÉSION EUROPÉENNE : UNE HISTOIRE DE COMPROMIS

Par Frédéric Santamaria

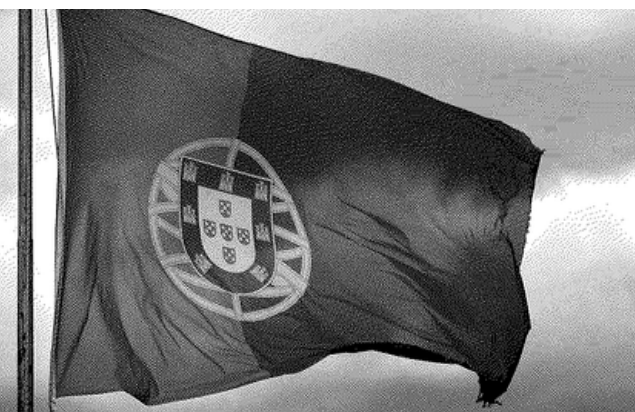
Au cœur du projet et du budget européen, la politique de cohésion de l'Union européenne (UE) met en œuvre le principe de solidarité entre les Etats-membres. En mars dernier, la Commission européenne a publié son 9e rapport sur la politique de cohésion. Ce rapport permet de faire le bilan de cette politique, de pointer ses insuffisances et de faire des recommandations sur son évolution. Le géographe Frédéric Santamaria, de l'Université de Grenoble, spécialiste des inégalités territoriales et du développement en Europe, revient dans cet entretien sur l'histoire, la philosophie et les enjeux de la politique de cohésion européenne.



PROTESTATAIRE OU EURO-CRITIQUE ? LA STRATÉGIE EUROPÉENNE DE LA FRANCE INSOUMISE

Par Louis Andrieu

Laissant peu d'espace à sa tête de liste Manon Aubry, Jean-Luc Mélenchon a décidé d'accorder une large place dans la campagne européenne à la question palestinienne. Décalée vis-à-vis des sujets européens, cette stratégie agressive, faite pour cliver, inquiète légitimement une partie de l'électorat de gauche et ne possède sans doute pas le potentiel mobilisateur que semblent lui attribuer les stratèges du parti.



LA PERCÉE DE L'EXTRÊME DROITE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : LA FIN DE L'EXCEPTION PORTUGAISE ?

Par Alexandre R. Malhado

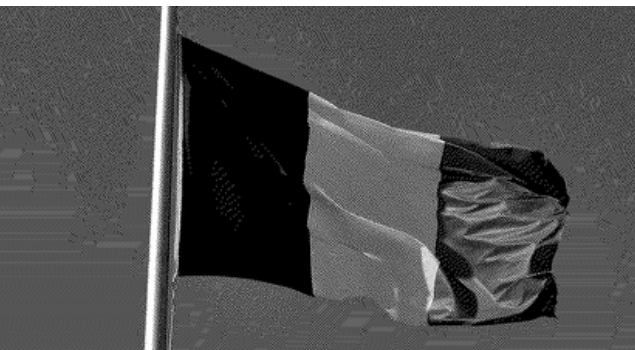
Le 25 avril dernier, les Portugais ont célébré les 50 ans de la « révolution des œillets » qui a permis de tourner la page du salazarisme. Fort de cette transition démocratique pacifique réussie, le Portugal semblait immunisé contre le retour de la droite extrême en politique. Pourtant, un peu plus d'un mois plus tôt, lors des élections législatives, un jeune parti se disant « anti-système » a fortement progressé, révélant un malaise démocratique plus profond qu'on ne le pensait.



PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL : NOTRE RÉPONSE À JEAN-PHILIPPE TANGUY

Par Terra Nova

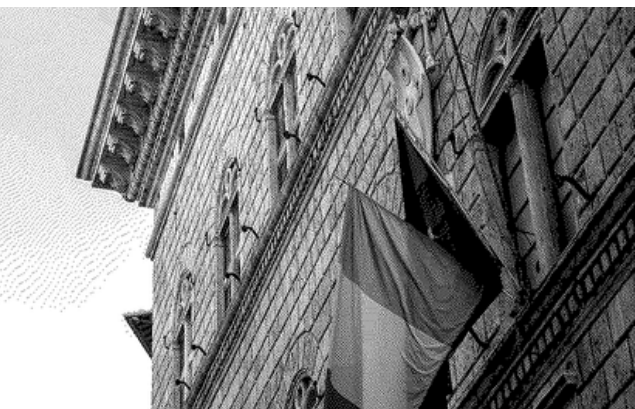
Quand le Rassemblement National s'électrocute en voulant nous répondre sur son programme énergétique



JORDAN BARDELLA ET LA CSRD : L'AMATEURISME DURABLE

Par Thierry Pech et Martin Richer

L'Union européenne, selon le candidat du RN Jordan Bardella, imposerait aux entreprises françaises un « fardeau normatif » étouffant les chefs d'entreprise sous une paperasse typiquement bruxelloise. En cause ? Un texte récent visant à faire la transparence sur l'impact durable des entreprises. Qu'en est-il exactement ? Et pourquoi Jordan Bardella a-t-il voté à Bruxelles le texte qu'il dénonce aujourd'hui au cours de sa campagne ?



ITALIE : UNE VICTOIRE PERSONNELLE SANS PLÉBISCITE POUR GIORGIA MELONI

Par Clémentine Paliotta

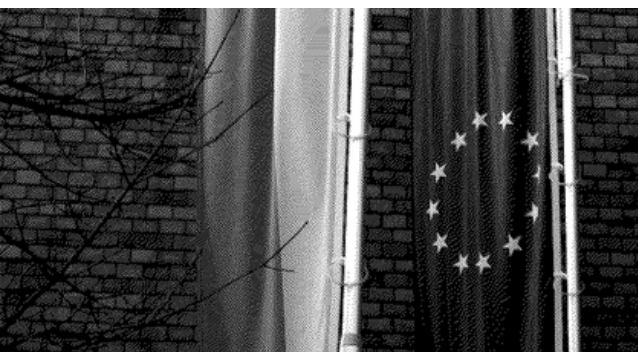
Tour d'Europe des élections. La très forte abstention, malgré des élections municipales qui se déroulaient en même temps, a affaibli de nombreux petits partis mais clarifie le paysage politique en installant le face à face de deux femmes : Giorgia Meloni, la cheffe du gouvernement et dirigeante de Fratelli d'Italia, face à Elly Schlein, nouvelle dirigeante du Parti démocrate, qui s'est imposée lors de ces élections comme la principale figure d'opposition.



ESPAGNE : CONTINUITÉ ET PARALYSIE

Par Pedro Soriano

Tour d'Europe des élections. Les partis de gouvernement, de droite et de gauche, dominent les résultats des élections européennes en Espagne. Le gouvernement de Pedro Sanchez se trouve conforté et voit s'ouvrir une plage d'action avec une période de deux ans sans élections. Cependant, les partis populistes et régionalistes risquent de fragiliser le précaire équilibre institutionnel actuel et de plonger le pays dans la paralysie.



POLOGNE : LA DEUXIÈME VICTOIRE DE DONALD TUSK

Par Pierre Buhler

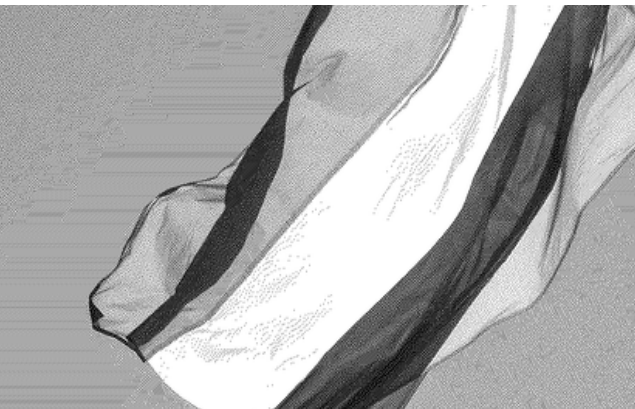
Tour d'Europe des élections. En Pologne, les élections européennes sont intervenues six mois après le changement de majorité qui avait mis fin à la domination du parti anti-européen PiS. Le parti du Premier ministre Donald Tusk parvient en tête des votes, ce qui conforte sa stature européenne face à un Président français et un Chancelier allemand contestés. Mais sa coalition pourrait se trouver affaiblie et, surtout, le PiS reste un parti puissamment installé dans son rôle d'opposant.



SUÈDE : LA FORCE INEMPLOYÉE DES SOCIAUX-DÉMOCRATES

Par Louis Andrieu

L'extrême droite suédoise n'a pas confirmé la poussée électorale qui avait fait d'elle l'arbitre des élections législatives de 2022. La progression des écologistes ainsi que le maintien à un haut niveau des sociaux-démocrates ne dessinent pas les bases d'une prochaine alternance politique dans le pays, les questions militaires (alors que la Suède vient de rejoindre l'Otan) et énergétiques divisant sérieusement la gauche.



HONGRIE : UN PAYS-CLÉ DE LA RECOMPOSITION POPULISTE DU VIEUX CONTINENT

Par Jacques Rupnik

Tour d'Europe des élections. Malgré un léger recul du Fidesz, les élections européennes en Hongrie n'ont pas ébranlé le pouvoir de Viktor Orbán à l'intérieur ni affaibli son ambition d'être un acteur dans la nouvelle donne qui s'annonce au sein de l'UE. Elles ont cependant apporté quelques surprises qui pourraient avoir de l'importance pour la recomposition future du paysage politique intérieur et européen, alors même que le 1er juillet, la Hongrie de Viktor Orbán prend la présidence de l'Union européenne.



PAYS-BAS : LES DIFFICULTÉS INTERNES D'UN PILIER EUROPÉEN

Par Catherine Fieschi

Tour d'Europe des élections. Malgré la présence d'importantes figures européennes, comme l'ancien vice-Président de la commission européenne, Frans Timmermans, les questions de politique interne, marquées par la difficile formation d'un gouvernement de coalition avec l'extrême droite, ont dominé la campagne européenne.



LE RETOUR DU CLIVAGE GAUCHE-DROITE EN ITALIE

Par Luca Barana

Comme en Allemagne ou en France, les élections européennes ont joué en Italie un rôle d'élections de mi-mandat. Mais loin de sanctionner le gouvernement en place, le vote a au contraire conforté la position de la Première ministre, Giorgia Meloni. Celle-ci renforce ainsi son poids au sein du Conseil européen, même si sa décision, complètement isolée, de ne pas voter pour la reconduction de la Présidente de la Commission, Ursula van der Leyen (elle s'est abstenue) et de voter contre Kaja Kallas et Pedro Costa a montré les limites de son positionnement "constructif" vis-à-vis de l'UE.



UNE ALLEMAGNE NON EUROPÉENNE

Par Daniel Schade

La coalition au pouvoir à Berlin sort affaiblie des élections européennes. Les Verts ne retrouvent pas leur excellent niveau de 2019. Les socialistes souffrent de l'impopularité du Chancelier. Les Libéraux ne tirent pas vraiment profit de leur orthodoxie budgétaire. A l'inverse, l'extrême droite progresse fortement et les populistes de gauche, nouveaux venus, font une entrée en force au Parlement européen. Tout cela pèsera sur les équilibres entre groupes parlementaires au sein d'une Assemblée où les députés allemands jouent traditionnellement un rôle central.



LA POLOGNE DE RETOUR EN EUROPE - UNE ANALYSE DES ÉLECTIONS

Par Maria Skóra

Un an après l'alternance politique qui a renvoyé dans l'opposition le Pis qui avait multiplié les contentieux avec Bruxelles, les élections européennes ont confirmé l'attachement des Polonais au projet européen. Conforté par ces élections malgré une coalition politique fragile, le Premier ministre Donald Tusk, qui connaît bien les rouages européens pour avoir été Président du Conseil européen, s'apprête à jouer un rôle plus important parmi les chefs d'Etat et de gouvernement.

La guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine

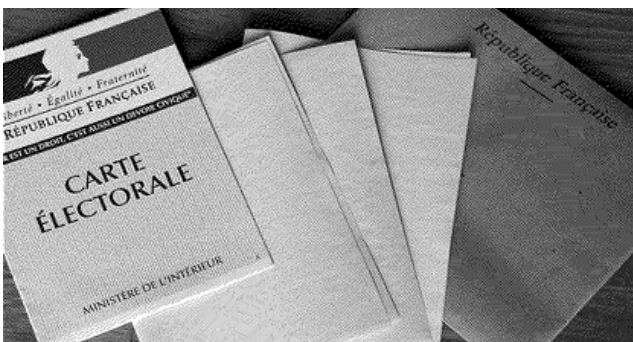
L'attaque russe contre l'Ukraine, le 24 février 2022, est un moment de basculement général pour l'Europe et dans les relations internationales. Elle contraint de revoir les stratégies diplomatiques et militaires antérieures mais aussi à adapter les politiques énergétiques, à repenser le voisinage européen, à redéfinir les priorités stratégiques française et européenne. Les contributions ici rassemblées explorent les différentes dimensions de cette remise en cause globale.



GUERRE EN UKRAINE : COMMENT SAUVER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE SANS SACRIFIER LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE ?

Par Mathias Ginet

La guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine risque de provoquer une pénurie alimentaire mondiale. Pour l'éviter, faut-il renverser la stratégie agricole européenne afin d'augmenter rapidement la production et les rendements ? Faut-il, en d'autres termes, sacrifier la transition écologique au nom de la stabilité ? Posé en ces termes, le débat est piégé. Nous pouvons faire preuve de solidarité et de responsabilité sans céder aux illusions du productivisme agricole.



ET LE GRAND VAINQUEUR DU PREMIER TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE EST... VLADIMIR POUTINE

Par Jean-Louis Missika

Une des surprises du premier tour de l'élection présidentielle est l'ampleur du score des candidats qui, tous bords confondus, relaient la lecture russe du conflit en Ukraine ou qui montrent de la compréhension pour la lecture poutinienne des relations internationales. Voilà un sujet de clivage majeur entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron dont il faudra tenir compte le 24 avril.



LA POLOGNE FACE À LA GUERRE EN UKRAINE

Par Małgorzata Bonikowska

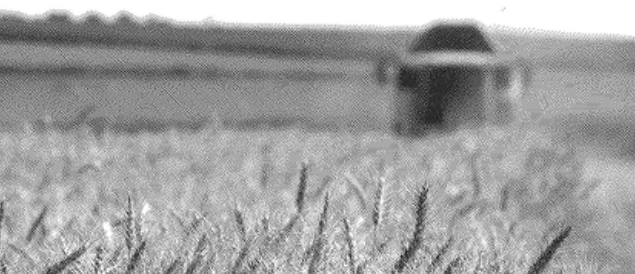
Comment comprendre les récentes tensions franco-polonaises à propos de l'Ukraine ? Même si les deux pays ont adopté des positions similaires sur cette crise, ils n'ont pas la même lecture des enjeux de sécurité sur le continent. Et les tensions récentes entre l'Union européenne et la Pologne risquent de se prolonger, malgré une embellie de la relation entre Bruxelles et Varsovie.



POUTINE, LES POUPÉES RUSSES ET LA VÉRITÉ

Par Denis Bertrand

Trois textes présentent le point de vue des autorités russes sur l'invasion de l'Ukraine. Que disent-ils? Comment justifient-ils cette guerre? Vladimir Poutine lui-même est l'auteur d'un essai intitulé « Sur l'unité historique des Russes et des ukrainiens » publié en juillet 2021, puis du discours de déclaration de guerre la nuit du 24 février 2022. Il est utile de compléter ces documents par l'homélie de Kirill, Patriarche de Moscou et de toutes les Russies, prononcée le 6 mars 2022. L'analyse de ces trois textes rend compte d'un nouveau récit national russe au service d'une propagande guerrière



POURQUOI LA GUERRE EN UKRAINE RISQUE D'AFFAIBLIR L'EUROPE DANS LE MONDE

Par William Desmonts

La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a déjà et aura encore davantage dans les mois qui viennent des répercussions à l'échelle internationale. Les tensions sur les prix de l'énergie et de l'alimentation, voire les risques de pénurie, auront des effets particulièrement brutaux sur les pays du Sud, déjà fragilisés.



L'ITALIE, LA RUSSIE DE POUTINE ET L'UKRAINE

Par Marc Lazar

Les Italiens sont appelés aux urnes le 25 septembre prochain. Selon le choix qu'ils feront, la politique italienne vis-à-vis de la Russie pourrait en être affectée, et fragiliser l'alliance des Européens au côté des Ukrainiens. Marc Lazar propose ici un état des lieux de la classe politique italienne face à la « question russe » à la veille de cette échéance.



UKRAINE ET RUSSIE À L'ÉPREUVE DE LA GUERRE

Par Anna Colin Lebedev

Dans son ouvrage consacré à l'histoire des relations entre les sociétés russe et ukrainienne depuis la période soviétique, *Jamais frères ? Ukraine et Russie : une tragédie postsoviétique* (Paris, Editions du Seuil, 2022), Anna Colin Lebedev montre la complexité des relations entre les deux pays, à travers les différentes phases de l'histoire récente. Mais l'agression russe contre l'Ukraine, déclenchée le 24 février 2022, a radicalement changé la situation. Elle explore ici, dans un entretien mené dans le cadre d'un groupe de travail sur l'Ukraine, les premiers impacts durables de la guerre sur les deux sociétés et sur leurs relations.



LES MEILLEURS ENNEMIS INTERNATIONAUX : UN ÉTAT DES LIEUX DES RELATIONS SINO-RUSSES

Par Jean-Maurice Ripert

Le durcissement autoritaire des régimes russe et chinois ainsi que leur brutal discours anti-occidental semblent rapprocher Moscou et Pékin. Pourtant, les intérêts des deux pays sont loin d'être convergents sur la scène internationale et leur bonne entente de façade ne signifie nullement une alliance stratégique. Ancien ambassadeur de France en Chine (2017-2019), ancien ambassadeur de France en Russie (2013-2017) et ancien représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne et aux Nations unies, Jean-Maurice Ripert a répondu aux questions de La Grande Conversation de Terra Nova.



LA PAIX, C'EST LA GUERRE. FAUT-IL NÉGOCIER MAINTENANT AVEC POUTINE ?

Par Thorniké Gordadzé

N'est-il pas temps de mettre un terme à la terrible guerre qui déchire l'Ukraine en entamant le plus rapidement possible des négociations avec le Président russe ? Cette idée, de plus en plus fréquemment avancée à mesure que la guerre se prolonge, servirait-elle vraiment la cause de la paix ? Examen des arguments.



COMMENT LA GUERRE EN UKRAINE CHANGE L'EUROPE **- ET LA FRANCE ?**

Par Yves Bertoncini

Surprise par une attaque qu'elle n'avait pas anticipé, l'Union européenne a su réagir rapidement à l'agression russe contre l'Ukraine. Elle a fait preuve d'unité et de réactivité. Mais, avec un conflit qui se prolonge, les équilibres stratégiques commencent à bouger sur le continent. La voix française pourra-t-elle continuer à porter dans une Union dont le centre de gravité se déplace, une nouvelle fois, vers l'Est ?



LA TURQUIE FACE À LA GUERRE : UNE « NEUTRALITÉ ENGAGÉE »

Par Dorothee Schmid

La diplomatie turque est très active depuis le début de la guerre contre l'Ukraine. Cherchant à être reconnue comme un pilier essentiel de l'Otan dans l'espace proche et moyen-oriental, elle impose à ses partenaires occidentaux une position très autonome, lui permettant de se présenter comme une puissance médiatrice entre la Russie et l'Ukraine.



LA STRATÉGIE D'INFLUENCE INFORMATIONNELLE RUSSE

Par Kévin Limonier

La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine montre à la fois le succès et les limites de la stratégie d'influence informationnelle russe. Le succès parce qu'elle a contribué, par un effort de long terme, à rendre crédible l'idée d'une puissance russe restaurée. Les limites parce que les différents acteurs de l'influence russe doivent désormais changer de rôle et de discours dans le contexte d'une guerre ouverte.



UKRAINE : L'EUROPE FAIT-ELLE LE JOB ?

Par Zaki Laïdi

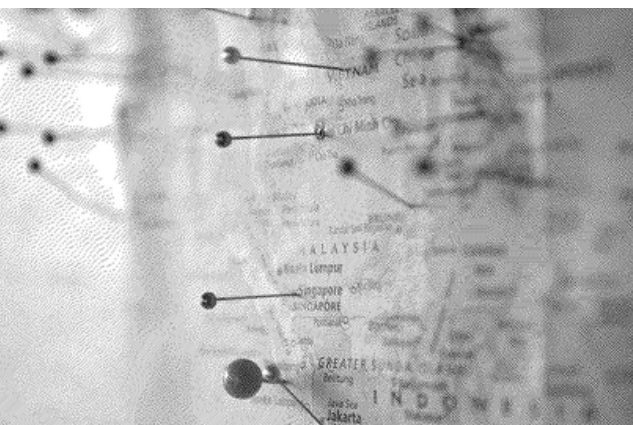
Les Européens ont su réagir contre l'agression russe en manifestant une unité inattendue pour beaucoup d'acteurs, à commencer par les Russes. Le camp occidental fait bloc face à la guerre, ce qui ne veut pas dire pour autant que l'Union européenne se serait alignée sur les Etats-Unis en oubliant pourquoi elle se mobilisait.



LA MOLDAVIE FACE À LA GUERRE EN UKRAINE

Par Florent Parmentier

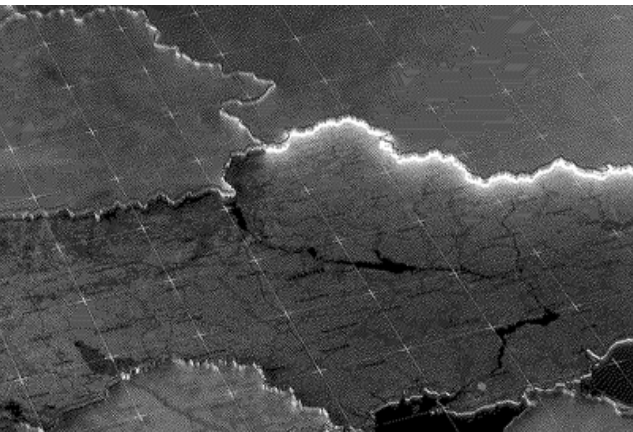
En février 2023, les craintes d'un coup de force russe ont attiré l'attention sur la situation de la Moldavie, en particulier sur le « conflit gelé » du territoire séparatiste de Transnistrie. Situé entre la Roumanie et l'Ukraine, ce pays a reçu en juin 2022 le statut de candidat à l'UE. Risque-t-il d'être entraîné dans la guerre qui se déroule à ses portes ?



LE « SUD GLOBAL » FACE À LA GUERRE EN UKRAINE

Par Ghassan Salamé

« Global South » : cette notion se diffuse depuis les années 1990 pour désigner les États du Sud refusant de s'aligner sur les puissants du « Nord global », c'est-à-dire l'Occident. Le concept a notamment été mobilisée depuis 2022 pour désigner l'attitude de certains pays vis-à-vis de la guerre en Ukraine. Mais quelle est la pertinence de cette notion ? Les pays du Sud global ont-ils en commun certains principes diplomatiques ? Le poids croissant de cet ensemble hétérogène d'États peut-il durablement modifier les rapports de force aux Nations Unies ? C'est ce qu'analyse dans cet entretien Ghassan Salamé, professeur de relations internationales à Sciences Po.



LES ÉVOLUTIONS DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA VIE POLITIQUE UKRAINIENNE DEPUIS L'INVASION RUSSE

Par Alexandra Goujon

Commencée il y a déjà plusieurs années, la lutte contre la corruption et pour l'Etat de droit se poursuit dans la société ukrainienne malgré l'invasion russe. Ce combat mené par la société civile est devenu une priorité du gouvernement. Car l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne – garantie d'autonomie du pays face aux ambitions de Poutine – ne sera possible que si le pays mène un certain nombre de réformes. Loin d'être à l'arrêt, la situation évolue à l'intérieur du pays, qui continue sa transition vers un modèle politique plus juste et fiable.



LA POLOGNE ET LA SOUVERAINETÉ « POST-TRAUMATIQUE »

Par Jaroslaw Kuisz

A la chute de l'URSS, la Pologne a cherché à intégrer l'UE afin de se prémunir d'un possible retour de l'expansionnisme russe. En 2022, l'invasion de l'Ukraine a confirmé ses craintes et ravivé les traumatismes du passé. Elle a modifié la politique internationale de la Pologne, son positionnement au sein de l'UE et son rapport à ses voisins d'Europe de l'Est. C'est ce qu'explique Jaroslaw Kuisz, mobilisant l'histoire de la Pologne pour analyser avec une acuité nouvelle les implications de la guerre dans ce pays.



QUE RESTE-IL DU SOFT POWER RUSSE EN EUROPE ?

Par Marlène Laruelle

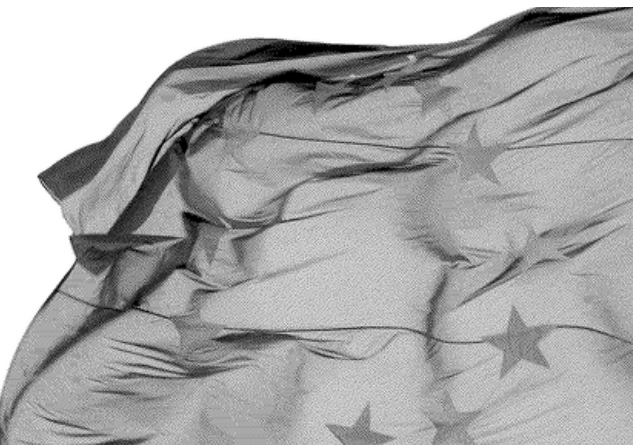
La Russie avait lentement mis en place ces dernières années des stratégies d'influence visant en particulier les opinions publiques européennes. Malgré le retournement provoqué par l'invasion brutale de l'Ukraine, sa position ne s'est pas affaiblie partout. Pour des raisons différentes, la réceptivité des opinions à la désinformation russe apparaît variable en Europe comme dans le « Sud global ».



A QUOI SERVENT LES SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE ?

Par Agathe Demarais

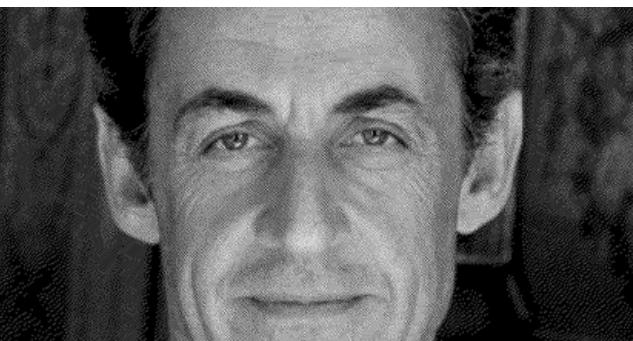
Très rapidement après l'attaque du 24 février 2022 contre l'Ukraine, des sanctions ont été prises à l'échelle internationale contre la Russie. Celles-ci sont-elles efficaces ? Pour le savoir, il faut d'abord rappeler pourquoi elles ont été prises et ce qu'on en attend. A elles seules, les sanctions ne peuvent pas arrêter une guerre. Mais elles ne sont pas inutiles pour autant, en particulier parce qu'elles limitent les ressources du fauteur de guerre.



VERS UN NOUVEL ÉLARGISSEMENT DE L'UE : DÉBAT SUR LA « CINQUIÈME VAGUE » D'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Par Sylvain Kahn, Pierre Sella, Pierre Buhler, Anne Bucher et Jean-Louis Missika

Alors que la guerre en Ukraine a rouvert un processus d'élargissement (Moldavie, Ukraine) et relancé le dossier d'adhésion des Balkans, plusieurs questions importantes se posent. Cette nouvelle vague d'élargissement est-elle différente des précédentes ? Convient-il de réformer l'UE avant d'y intégrer de nouveaux pays ? Faut-il proposer des dispositifs d'adhésion graduels ou bien donner à tous les pays un statut de membre indifférencié ?



LES MÉMOIRES DE NICOLAS SARKOZY - UN PRÉSIDENT NE DEVRAIT PAS DIRE ÇA

Par Gérard Courtois

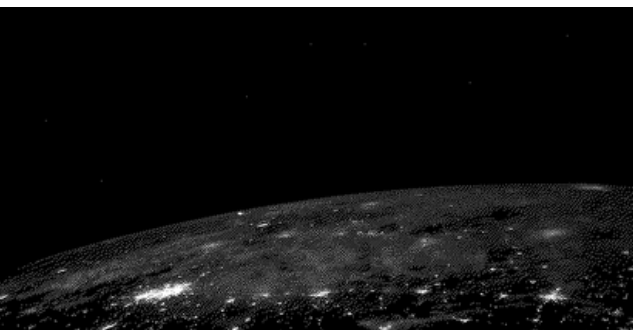
Après un premier volume de mémoires consacré au début de son quinquennat (les années 2007-2008), "Le Temps des tempêtes", Nicolas Sarkozy poursuit le récit de son action pour les années 2009-2011 dans "Le Temps des combats". Ses propos intempestifs sur la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine retiennent particulièrement l'attention.



LE DEUXIÈME FRONT : COMMENT LA RUSSIE VEUT SAPER LE SOUTIEN OCCIDENTAL À L'UKRAINE

Par Françoise Thom

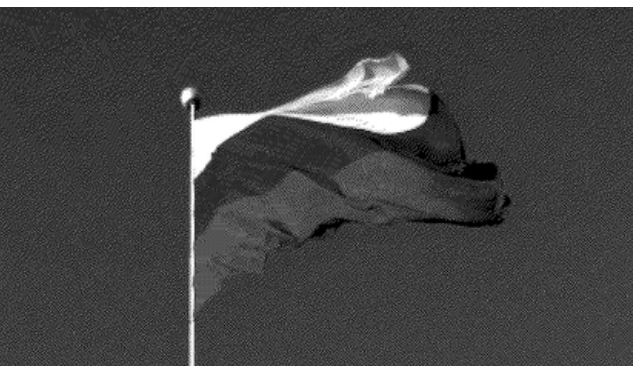
Dans cet article, Françoise Thom montre que la Russie n'a nullement renoncé à son projet initial d'installer un gouvernement pro-russe à Kyïv. Et, pour parvenir à ce résultat, elle mène un travail de sape auprès des Ukrainiens eux-mêmes, mais aussi en infiltrant les cercles de décision occidentaux, à Washington et dans les capitales européennes.



CE QUE LA GUERRE CHANGE POUR LE RENSEIGNEMENT

Par Pierre Gastineau

Les services secrets américains avaient bien annoncé l'attaque russe contre l'Ukraine. Mieux : ils ont rendu publiques les données permettant à chacun de vérifier la fiabilité de l'information. Les Ukrainiens ont ensuite bénéficié de l'aide des services occidentaux pour faire face à l'armée russe et se sont emparés des méthodes les plus en pointe du renseignement. La guerre en cours marque plusieurs évolutions majeures du monde du renseignement. Tour d'horizon des mutations en cours.



LES CERCLES DU POUVOIR À MOSCOU

Par Régis Gente

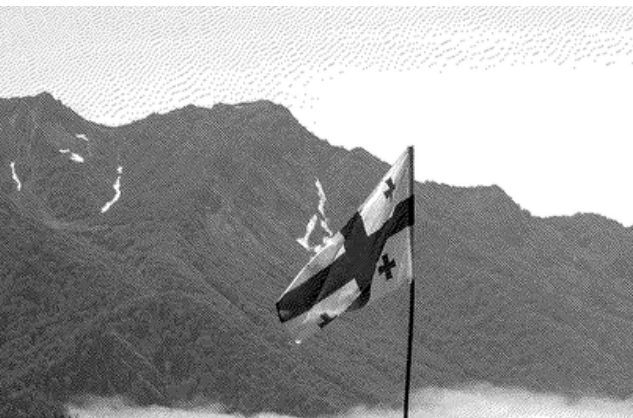
Le pouvoir poutinien est-il fragilisé par l'échec de son offensive contre l'Ukraine et l'enlisement de la guerre ? La rébellion de la milice Wagner contre le Kremlin trahit-elle une fièvre des suppôts du pouvoir ? L'assassinat de Navalny laisse-t-il entrevoir la peur d'un pouvoir contesté dans les profondeurs du pays ? Peu d'informations sont disponibles sur le fonctionnement réel des élites russes. De nombreux indices laissent cependant penser que le régime reste stable, consolidé au fil des années par des systèmes de dépendances mutuelles et de contrôles réciproques.



CONSTRUIRE UN NOUVEL ORDRE DE SÉCURITÉ EUROPÉEN

Par Pierre Vimont

Il semble aujourd'hui difficile d'imaginer des perspectives de sortie du conflit provoqué par la tentative russe d'invasion de l'Ukraine. Même si le temps des négociations n'est pas encore venu, il est utile de réfléchir dès aujourd'hui aux conditions d'une stabilité du continent européen. En se fixant des objectifs de long terme, les Européens sont sans doute plus à même de définir au mieux leurs intérêts immédiats.



LA GÉORGIE ENTRE ESPOIR D'EUROPE ET INFLUENCE RUSSE

Par Thorniké Gordadzé

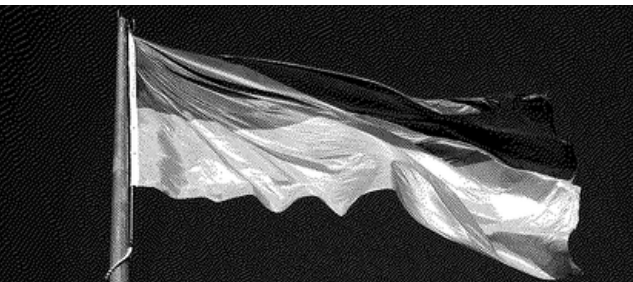
La population géorgienne a multiplié les manifestations pro-européennes ces derniers mois. En cause : une loi d'inspiration russe votée par le Parlement, ouvrant la porte à une répression des ONG mais aussi des médias indépendants. Pourquoi le parti au pouvoir a-t-il imposé une loi aussi impopulaire ? Dans ce pays partiellement occupé après l'intervention russe d'août 2008 en Ossétie du Sud et en Abkhazie, quelle est l'influence russe sur le pouvoir ? Et quelles sont les attentes de la population, alors que l'Union européenne a accepté la candidature du pays à l'UE et que les prochaines élections législatives auront lieu le 26 octobre ?



OPÉRATION KOURSCK : QUELLE EST LA STRATÉGIE DE L'UKRAINE ?

Par Mykhailo Samus

Défiant les attentes, l'audacieuse opération ukrainienne de Koursk cherche à remodeler la dynamique de la guerre. Le 6 août, des premiers rapports ont fait état d'une incursion ukrainienne non confirmée dans la région russe de Koursk. Ce n'est que le 12 août que le commandant en chef de l'armée ukrainienne, Oleksandr Syskyi, a confirmé que l'offensive était une opération ukrainienne. Quel est l'objectif de ces opérations ? Quelles sont les stratégies et les tactiques à la base de ces opérations ?



UNE GUERRE CONTRE L'EUROPE

Par Volodymyr Yermolenko

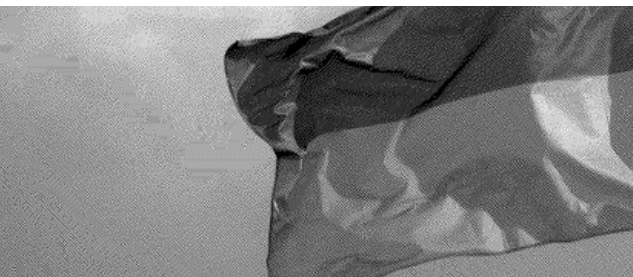
Y a-t-il une « fatigue » de la guerre en Ukraine ? L'ampleur des destructions et des sacrifices consentis par la population change-t-elle l'appréhension du conflit ? L'union sacrée des premiers jours après l'agression russe se maintient-elle ? Ou des lignes de fracture apparaissent-elles au sein de la population, entre civils et militaires, le front et l'arrière, émigrés et réfugiés... ?



LA GUERRE EN UKRAINE : LEÇONS STRATÉGIQUES

Par Olivier Schmitt

Avec un conflit qui s'enlise le long de la ligne de front à l'approche de l'hiver, les images de l'Ukraine évoquent parfois les tranchées de la Première guerre mondiale. Pourtant, ce conflit de haute intensité préfigure aussi la guerre de demain et connaît nombre d'innovations technologiques et tactiques. Il apporte ainsi des enseignements sur la transformation de la conduite de la guerre. Passage en revue des leçons militaires à tirer de plus de deux ans de confrontation.



DE LA GUERRE À L'ADHÉSION : L'UKRAINE ET L'EUROPE

Par Leo Litra

Candidate acceptée à l'Union européenne, l'Ukraine a commencé les négociations pour devenir un Etat membre. Le processus sera long et difficile pour un pays en guerre, aux structures étatiques fragilisées et, surtout, qui veut retrouver sa pleine souveraineté territoriale. Mais cette perspective ouvre un avenir à la population qui veut voir au-delà des souffrances de la guerre en cours.

Fin de vie

Fin de vie

Proposer un modèle à la française d'aide à mourir : c'est l'ambition du projet de loi sur la fin de vie qui arrive au Parlement. Un texte pragmatique, qui dessine une procédure fortement encadrée pour cet acte de soin ultime. Un texte de compromis, qui cherche l'équilibre dans un débat aux polarités fortes. Mais comment sécuriser ce compromis au Parlement pour que ce texte organise concrètement la meilleure aide possible pour les patients en fin de vie ? La Grande conversation place au cœur du débat une réflexion à plusieurs voix sur les conditions d'une aide qui soit le plus justement fraternelle.



LE LEXIQUE DU DÉBAT SUR LA FIN DE VIE

Par Mélanie Heard et Marc-Olivier Padis

Une difficulté particulière du débat public sur la fin de vie vient des malentendus sur le vocabulaire. Qu'il soit médical ou juridique, il présente une dimension technique qui appelle des éclaircissements. Mais le vocabulaire est aussi un objet de désaccords. Le propos de cet essai de lexique est de faire apparaître, pour quelques-uns des termes les plus visibles dans le débat, les tensions et controverses que recouvre leur usage dans les différents plaidoyers en présence.



FIN DE VIE : QUELLE EST LA QUESTION ?

Par Mélanie Heard et Marc-Olivier Padis

Une Convention citoyenne se réunira dans les mois qui viennent pour débattre d'une éventuelle évolution de la loi sur la fin de vie. Sur un sujet aussi difficile, il est crucial que le débat soit organisé de manière à assurer une délibération collective rigoureuse. C'est pourquoi la formulation de la question qui sera soumise aux citoyens est essentielle.



AIDE MÉDICALE ACTIVE À MOURIR : POSER LES QUESTIONS, ÉCLAIRER LE CHEMIN

Par François Blot

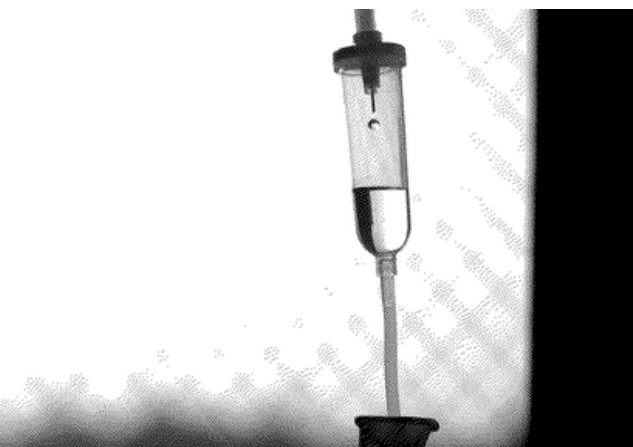
Quelles sont les positions en présence dans le débat qui s'ouvre sur la fin de vie ? Repérer les arguments en présence est la première clé pour construire les questions qui nourriront, dans les mois à venir, le débat public et les travaux de la convention citoyenne. François Blot, réanimateur à Gustave Roussy, fleuron de la prise en charge du cancer, se livre ici à un recensement sans parti-pris des arguments aussi bien pour que contre une évolution de la loi. Ce faisant, il propose un chemin dans la série des dilemmes que ce débat révèle : des enjeux pratiques aux conflits de valeur, il montre que la délibération ne pourra s'organiser qu'au prix d'un effort méthodique de distinction et d'articulation des différentes questions que la convention citoyenne puis, le cas échéant, les parlementaires, auront à trancher.



FAUT-IL ENCORE OPPOSER SOINS PALLIATIFS ET AIDE ACTIVE À MOURIR ?

Par Martine Lombard

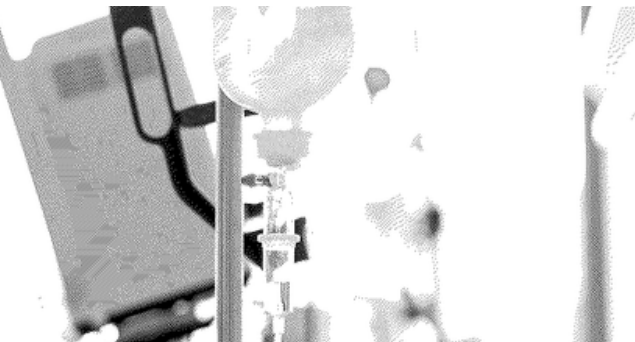
Martine Lombard propose ici d'affiner pour La Grande conversation notre compréhension des arguments qui opposent les tenants du développement des soins palliatifs, opposés à toute modification de la loi, aux défenseurs d'une dépénalisation de l'aide active à mourir. Pour le grand public, et singulièrement pour les patients qui se savent en fin de vie, cette opposition entre deux camps, montre-t-elle, n'a guère de sens. Avec le souci d'éclairer le débat qui s'ouvre et la réflexion que conduira la convention citoyenne que le Gouvernement a souhaité installer et dont les travaux commencent le mois prochain, elle propose quelques clés pour une lecture mieux avertie des argumentaires en présence.



L'ETAT, LA MORT ET LE TRAGIQUE

Par Claire Fourcade

Pour animer la conversation démocratique sur la fin de vie dans le cadre de la Convention citoyenne actuelle, la Grande Conversation donne la parole à tous les acteurs qui souhaitent faire vivre l'échange des idées. En réponse au texte de Martine Lombard que nous avons publié le 3 novembre dernier, intitulé « Faut-il encore opposer soins palliatifs et aide active à mourir », la présidente de la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs (SFAP), Claire Fourcade, propose ici une contribution centrée sur le tragique de la mort. Elle s'interroge, à la lumière de la question posée à la convention citoyenne quant au caractère suffisant ou non du cadre législatif actuel, sur l'étendue des responsabilités et des capacités de l'Etat à accompagner la mort et le découragement de ceux qui souffrent.



L'AIDE ACTIVE À MOURIR PEUT-ELLE ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN SOIN ?

Par Régis Aubry

Le dernier avis du Comité consultatif national d'éthique sur la fin de vie s'interroge sur l'évolution de la loi actuelle. Il recommande fortement le développement de l'offre de soins palliatifs et, plus largement, le développement d'une culture palliative. Quelles sont les propositions en présence et quelles sont leurs nuances fondamentales ?



SOINS PALLIATIFS EN FIN DE VIE VERSUS AIDE MÉDICALE À MOURIR : C'EST TOUJOURS D'AIDER À MOURIR QU'IL S'AGIT

Par François Blot

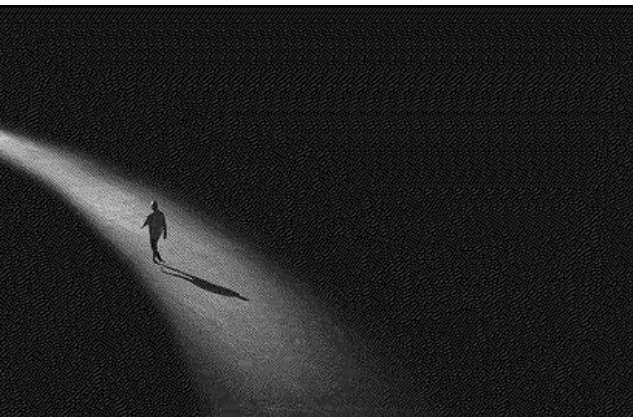
François Blot, réanimateur, analyse ici les positions exprimées récemment dans la Grande Conversation par la juriste Martine Lombard, puis, en réponse, par Claire Fourcade, présidente de la Société française de soins palliatifs. Il propose une relecture de leurs arguments qui révèle un point aveugle du débat : on ne saurait critiquer, comme c'est parfois le cas dans le cadre de la défense des soins palliatifs, l'aide médicale à mourir comme une trop grande technicisation de la mort qui transgresserait sa dimension intime et tragique, car l'approche palliative, de son côté, n'est pas moins confiante dans la maîtrise technique, si ce n'est de la mort, au moins de l'agonie.



QUELLE AIDE À MOURIR POUR CEUX QUI LA DEMANDENT ? LE CHOIX DE LA FRATERNITÉ

Par Mélanie Heard

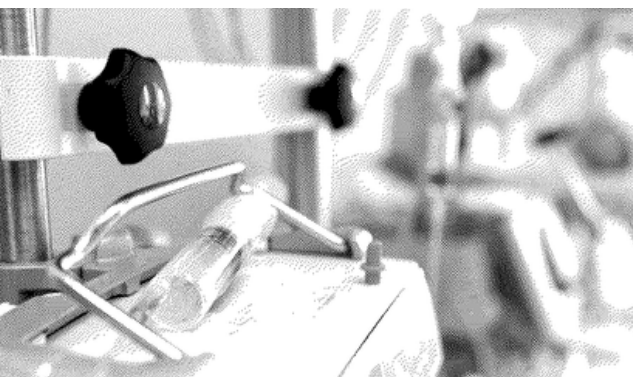
Mélanie Heard s'efforce de distinguer ici les différentes formes que peut revêtir l'aide active à mourir : euthanasie, suicide assisté sur le « modèle oregonais » ou suicide assisté sur le « modèle suisse ». Derrière ces modèles se cachent diverses conceptions de la liberté des individus et de l'implication des tiers. C'est à la lumière de ces distinctions que Mélanie Heard identifie les contours d'un « choix de fraternité ».



JE NE VEUX PAS ALLER EN SUISSE

Par Bernard Poulet

Dans ce texte volontairement personnel, Bernard Poulet, journaliste, démonte bon nombre des arguments que font valoir les opposants au suicide assisté et à l'euthanasie. Abandonner les malades qui demandent de l'aide à leur propre sort devant la mort, montre-t-il, c'est accepter d'aller à l'encontre des valeurs mêmes qui sont mobilisées pour le justifier : références au christianisme, à l'autonomie, à la vulnérabilité, ou encore au serment d'Hippocrate, s'avèrent finalement instrumentalisées à mauvais escient. Le respect du choix difficile qu'il revient à chacun de nous d'assumer devant la mort : tel est, selon lui, le principe cardinal qui devrait s'imposer.



UN ULTIME RECOURS, AU CAS PAR CAS

Par Corine Pelluchon

Le texte de loi encadrant la fin de vie, dont la dernière révision date de 2016, a recueilli un large consensus. Un certain nombre de malades, cependant, vivent des moments douloureux sans trouver de réponse à leur situation dans le dispositif juridique actuel. Que peut-on opposer aux personnes en phase avancée ou terminale d'une maladie incurable qui demandent une aide médicale à mourir ? Existe-t-il des arguments pour leur refuser l'accompagnement ultime qu'ils réclament ? Et sinon, quelle réponse peut-on leur apporter et quel serait le rôle des soignants dans ce cas ?



AIDE MÉDICALE ACTIVE À MOURIR. TROIS SCÉNARIOS, PLUS UN

Par François Blot

L'encadrement de la fin de vie va-t-il connaître une évolution législative en France ? Si une aide active à mourir devait être légalisée, quels en seraient le périmètre, les modalités, les contrôles ? François Blot propose de réfléchir à plusieurs scénarios. Outre le statu quo, et au-delà d'un monde rêvé mais inaccessible, il imagine deux voies, l'une pouvant être définie comme radicale mais stable, l'autre comme prudente mais évolutive.



COMMENT DÉPASSER LES OPPOSITIONS AUTOUR DE LA QUESTION DE L'AIDE MÉDICALE À MOURIR ?

Par Keith Lund

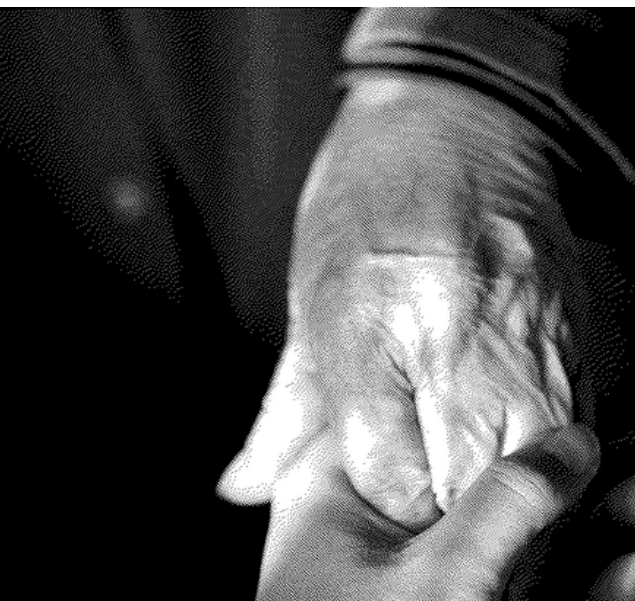
« Pro et contra » : de multiples arguments sont échangés pour ou contre une prochaine évolution de la loi sur la fin de vie. Les arguments s'opposent parfois terme à terme, sans faire évoluer les convictions. Pour faire avancer le débat, il ne suffit pas de donner ses raisons, il faut aussi adopter une approche fondée sur l'empathie et l'empirisme, qui pourrait contribuer à dépasser les clivages.



FIN DE VIE : OUVRIR LA BOÎTE NOIRE

Par François Blot

Dans le débat sur la fin de vie, les soins palliatifs et l'aide médicale à mourir, un pan du réel reste encore dans l'ombre pour beaucoup d'entre nous : quelles sont concrètement les pratiques médicales, les produits, les gestes qui permettent à la médecine d'accompagner le malade jusqu'à la mort ? Loin de l'armoire à poisons taboue que certains pourraient encore fantasmer, François Blot, réanimateur, dissèque ici l'arsenal des molécules qui, de l'anesthésie-réanimation jusqu'à l'euthanasie en passant par les soins palliatifs, permettent, selon des protocoles précis d'associations et de dosages dont les médecins sont familiers, de sauver des vies aussi bien que d'en faciliter l'issue.



RÉHUMANISER LA FIN DE LA VIE ?

Par Elsa Walter

La fin de (la) vie est à l'agenda de ce quinquennat. Le sujet comporte deux volets, dont hélas, parce qu'ils motivent chacun de puissants militantismes de fait antagonistes, le débat public peine encore à penser la complémentarité essentielle: la possibilité d'être aidé à mourir d'une part, et le développement des soins palliatifs d'autre part. Dûment traités de façon conjointe par la Convention citoyenne sur la fin de vie que le Président installait il y a un peu plus d'un an, ces deux volets feront ensemble l'objet d'un projet de loi dont l'examen au Parlement ne cesse d'être repoussé par l'exécutif. En attendant, les pistes pour développer les soins palliatifs au sein d'une nouvelle stratégie décennale viennent de faire l'objet d'un rapport très attendu. Elsa Walter, journaliste et bénévole auprès de personnes en fin de vie, détaille ici l'intérêt du changement de paradigme dessiné dans ce rapport, mais plaide aussi pour aller résolument plus loin, y compris en regardant en face le continuum nécessaire qu'il faudra construire entre les soins palliatifs et la future possibilité d'être aidé à mourir.



FIN DE VIE : ERREURS ET ERREMENTS DE LA FONDAPOL

Par Mélanie Heard

Emmanuel Macron a dévoilé le 10 mars 2024 les contours du projet de loi pour une aide à mourir très encadrée. Le texte sera examiné au Parlement à partir du 27 mai. Outre une stratégie de renforcement de l'offre de soins palliatifs, il choisit la voie du suicide assisté : le Gouvernement entend tracer une ligne de crête entre les tenants d'un droit plus ambitieux incluant l'euthanasie, et les conservateurs qui récusent toute aide médicale à mourir. Au nombre de ces derniers, la Fondapol publie deux notes qui critiquent les choix de l'exécutif ; mais les arguments avancés reposent sur une lecture erronée des données et expriment des présupposés idéologiques marqués.



POUR UNE FIN DE VIE DIGNE, DE NOUVEAUX DROITS

Par Marisol Touraine

Instaurer une aide à mourir pour les patients qui le demandent : la discussion parlementaire s'ouvre à l'Assemblée lundi 13 mai sur le projet de loi du gouvernement. En amont, les députés ont auditionné les principaux acteurs et experts du sujet, dont Marisol Touraine, ancienne ministre de la santé, qui retrace ici pour La Grande conversation les positions qu'elle a partagées.

Vers une gestion durable de l'eau ?

Vers une gestion durable de l'eau ?

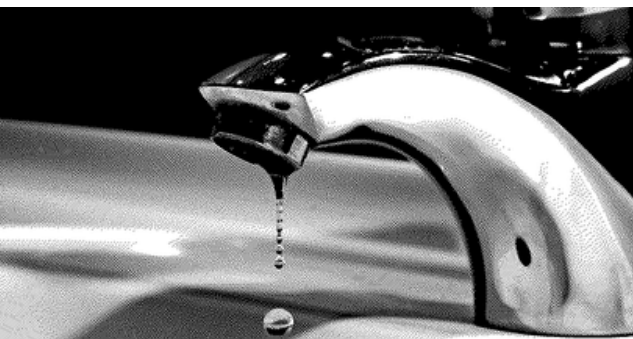
Le secteur de l'eau et ses acteurs, publics et privés, subissent pleinement l'impact du changement climatique. La ressource en eau se raréfie et les épisodes météorologiques extrêmes, tels que les sécheresses et les inondations sont plus intenses. Cela impose notamment de prioriser certains usages et de repenser le modèle économique de l'eau.



TARIFICATION PROGRESSIVE DE L'EAU : BONNE OU MAUVAISE IDÉE ?

Par Alexandre Durain et Eve Margolis

Economiser l'eau apparaît déjà comme un impératif pour faire face au réchauffement climatique. Mais comment éviter de pénaliser les ménages par des mesures de restriction ou des mesures tarifaires ? Une possibilité consiste dans la mise en place d'une tarification progressive, c'est-à-dire qui augmente avec les volumes consommés, à partir de paliers. Déjà expérimentée à Dunkerque, cette mesure pourrait-elle être généralisée ?



RÉUTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES : ET SI ON LEVAIT LES FREINS ?

Par Christelle Pagotto

Cet été particulièrement sec l'a rappelé avec évidence : l'âge de la sobriété commence aussi pour l'eau. Parmi les pistes de changements, la réutilisation des eaux usées traitées est prometteuse pour certains usages bien définis. Une prise de conscience est en cours mais elle n'a pas suffi jusqu'à présent à dépasser les obstacles à un recours plus large à cette ressource.



PROGRAMMES D'ACTION NITRATES : LES RÉSULTATS NE SONT À LA HAUTEUR NI DES ATTENTES NI DES ENJEUX

Par Patrick Giraudoux et Pierre-Marie Badot

La directive européenne du 12 décembre 1991 donnait deux ans à la France pour se conformer à ses instructions « concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ». Plus de trente ans après, alors que l'État français est sur le point de mettre en œuvre le septième programme d'action nitrates, l'Autorité environnementale vient d'établir un constat sans appel. Les tendances à long terme de la concentration en nitrates dans les eaux de surface et souterraines, mesurée par l'augmentation du nombre de communes classées en zones vulnérables, l'eutrophisation croissante des cours d'eau et l'augmentation de la teneur en nitrates dans les eaux souterraines, signent une absence d'amélioration et ce malgré un plafonnement des ventes d'engrais depuis le début du siècle.



L'INDISPENSABLE ÉVOLUTION DU MODÈLE FRANÇAIS DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Par Karine Gervaise et Hélène Pierre

Le risque de sécheresse sévère comme celle que nous avons vécue l'été dernier en France doit nous conduire à changer nos usages et à lutter contre les gaspillages de cette ressource précieuse. L'objectif de sobriété s'impose à tous mais le modèle économique actuel du secteur de l'eau n'y est pas du tout adapté. C'est pourquoi une réflexion informée s'impose sur le système de tarification de la consommation d'eau.

Constructions sur-mesure et logements bien situés : le potentiel de la densification douce

Constructions sur-mesure et logements bien situés : le potentiel de la densification douce

Comment construire de nouveaux logements accessibles et bien situés sans poursuivre l'étalement urbain ? Une solution consiste à encourager les projets de petits propriétaires sur leur parcelle. Ce mouvement de densification douce n'est plus marginal. Il peut contribuer à relancer la production de maisons individuelles, sans installer les habitants dans des lotissements construits toujours plus loin. En quoi l'auto-promotion consiste-t-elle et peut-elle apporter une réponse à la crise actuelle du logement ?



LA DENSIFICATION DOUCE, OU LA MINIATURISATION DE L'INDUSTRIE IMMOBILIÈRE À L'HEURE DU ZAN

Par David Miet

La densification douce consiste à utiliser les espaces disponibles sur des parcelles déjà construites. Même si elle concerne toujours de petits projets, le potentiel à mobiliser apparaît considérable. Ces opérations menées avec les propriétaires permettent de valoriser leur patrimoine et de répondre au besoin de logements sans artificialiser de nouvelles terres ni renvoyer les nouveaux habitants à la périphérie des villes.



LA SURÉLÉVATION EST UNE DENSIFICATION DOUCE

Par Didier Mignery

Solution originale pour développer des projets immobiliers tout en rénovant l'ancien, sans consommation de foncier, la surélévation est une pratique ancienne, ancrée dans les paysages urbains. Elle peut aujourd'hui répondre aux besoins de rénovation du patrimoine et de création de logements dans les centres urbains par la contribution à une densification douce, soucieuse de l'environnement.



L'AUTO-PROMOTION AU SERVICE D'UNE DENSIFICATION DOUCE

Par Lily Munson

"Le pavillon fait partie du rêve français" : avec cette déclaration, le Premier ministre Gabriel Attal a mis en lumière la place de l'habitat pavillonnaire dans la politique du logement. Les zones pavillonnaires, longtemps considérées comme un problème plutôt qu'une solution, peuvent contribuer à répondre au manque de foncier disponible pour construire de nouveaux logements. La réponse à la crise du logement pourrait ainsi venir des habitants eux-mêmes, sous la forme de l'auto-promotion.

Relancer la natalité ?

Relancer la natalité ?

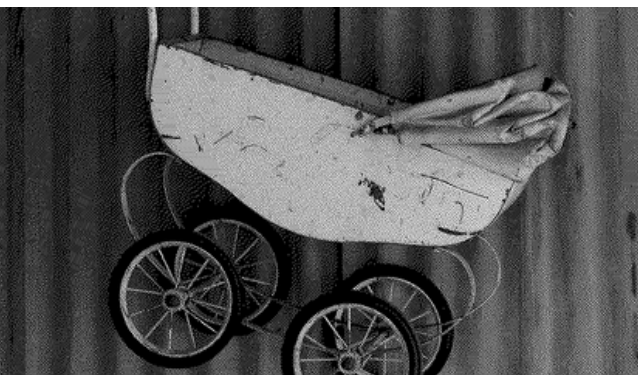
Le recul des naissances amorcé dans notre pays depuis une dizaine d'années est désormais en haut de l'agenda politique. Ce « réarmement démographique » dont le président de la République fait une priorité, quels leviers d'action publique pourra-t-il mobiliser ? Tout dépend d'abord du diagnostic que l'on pose sur les causes de la baisse de la fécondité: choix de vie des couples, baisse subie de la fertilité, contraintes liées au travail, au logement ou à l'éducation, égalité femmes/hommes... la natalité est, par ses déterminants comme par les politiques publiques qui la soutiennent, au carrefour de toutes les politiques publiques. Dans ce dossier, La Grande Conversation explore les connaissances dont nous disposons pour décrire la baisse de la fécondité et comprendre la pertinence des réponses publiques.



« RÉARMEMENT DÉMOGRAPHIQUE » : QUE DISENT LES CHIFFRES ?

Par Thierry Pech, Yves Mariko

La mixité public/privé du système de santé français a été sa force quand il s'agissait essentiellement de soigner les maladies aiguës. Transformée en fragmentation, elle est devenue notre faiblesse pour répondre à l'épidémie des maladies chroniques, aux urgences, à la prévention et aux inégalités sociales et territoriales de santé. Dans cette première contribution, le Collectif de professionnels et de patients pour la refondation de la santé (le CPPRS) propose de construire dans les territoires une offre de soins intégrée qui remplace la concurrence par la complémentarité, avec pour ambition de garantir l'accès de tous à des soins de qualité aux tarifs conventionnés. Autrement dit repenser l'accès aux soins pour qu'il soit soumis, non plus aux logiques en silos des différents types d'offres de soins, mais aux impératifs du bien commun.



POUR LE DÉSARMEMENT DÉMOGRAPHIQUE

Par William Desmonts

Faut-il vraiment craindre, comme le fait le Président de la République, un déclin démographique français ? Prenant à contre-pied le projet de "réarmement" démographique annoncé par celui-ci, l'auteur expose ici les inconvénients qui résultent selon lui d'une natalité française trop dynamique et invite à reconnaître les bons côtés de la décroissance : une moindre charge pour les actifs, moins de besoin de logements, moins de pression sur les ressources naturelles... Fort bien argumenté, ce texte invite à la discussion. Il sera suivi cette semaine par la parution d'une réponse de Marc-Olivier Padis.



NI RÉARMEMENT, NI DÉARMEMENT : LA LIBERTÉ DE CHOISIR !

Par Marc-Olivier Padis

Sommes-nous trop nombreux ? Cette inquiétude ancienne est reprise dans l'éloge de la décroissance démographique défendue par William Desmonts. Ses arguments sur les effets bénéfiques du recul des naissances peuvent être confrontés à des situations de pays où la baisse de la population est déjà une réalité. Mais, surtout, n'oublions pas que la procréation fait l'objet de revendications et de luttes sociales, en particulier féministes, pour défendre un droit personnel à la liberté de choix.



FAIRE DES ENFANTS : UNE QUESTION POLITIQUE ?

Par Kenza Tahri

Le 16 janvier 2024, le Président de la République s'est alarmé du déclin de la natalité française et a proposé notamment, pour y remédier, un congé parental "plus court et mieux rémunéré". Cette proposition va dans la bonne direction. Mais, si elle doit être soutenue pour des raisons de justice et d'équité, il est douteux qu'elle permette un rebond de la natalité.



LA LUTTE CONTRE L'INFERTILITÉ A-T-ELLE UN IMPACT SUR LA FÉCONDITÉ ?

Par Mélanie Heard

Face à la hausse de l'infertilité, le chef de l'Etat a annoncé en janvier 2024 qu'« un grand plan de lutte contre ce fléau serait engagé pour permettre » un « réarmement démographique ». Il a donc postulé que la lutte contre l'infertilité pouvait contribuer à combattre le problème de la baisse de la fécondité. L'infertilité, que les techniques de procréation médicalement assistée aident désormais à réduire, est couramment attribuée à deux causes : le retard de l'âge de la procréation et l'impact des expositions environnementales. La question de savoir quel impact démographique attendre de la lutte contre l'infertilité est cependant loin d'être tranchée dans la littérature scientifique.



LA NATALITÉ, UN ENJEU PROFONDÉMENT POLITIQUE - REGARD HISTORIQUE SUR LES POLITIQUES NATALISTES EN FRANCE

Par Christophe Capuano

Les politiques favorables à la natalité ont une longue histoire en France depuis la IIIe République. Une certaine continuité des politiques publiques (allocations, avantages fiscaux...) favorables aux naissances se manifeste ainsi. Cependant, les motivations idéologiques, les représentations de la femme, le statut de la famille et la conception des libertés individuelles ne sont pas les mêmes d'une période à l'autre. Comment le récent appel du Président de la République au "réarmement démographique" s'inscrit-il dans ces différentes traditions ?

2.4 CONTRIBUTIONS ÉCRITES

MARINE LE PEN, JEAN-LUC MÉLENCHON ET L'ANTISÉMITISME

Par Thierry Pech

BREXIT : DÉSILLUSIONS DANS LA DÉMONDIALISATION

Par Denis Tersen

PROGRAMMES D'ACTION NITRATES : LES RÉSULTATS NE SONT À LA HAUTEUR NI DES ATTENTES NI DES ENJEUX

Par Patrick Giraudoux et Pierre-Marie Badot

SEUL DEVANT SA CLASSE ?

Par François Dubet

COMMENT LES RÉSEAUX SOCIAUX CHANGENT NOS MANIÈRES DE PENSER ET D'AGIR

Par Éric Bertin et Jean-Maxence Granier

L'HISTOIRE DE DEUX PARTIS : RÉPUBLICAINS ET DÉMOCRATES AUX ÉTATS-UNIS

Par Pedro Soriano

RÉHUMANISER LA FIN DE LA VIE ?

Par Elsa Walter

LOI IMMIGRATION : « REVERS POUR LE RN » OU « VICTOIRE IDÉOLOGIQUE » ?

Par La Grande Conversation

L'ALLOCATION CLIMAT : UNE PROPOSITION DE POLITIQUE PUBLIQUE INNOVANTE POUR DÉCARBONER LA SOCIÉTÉ

Par Thierry Bouroulet, François Brun, Gilles Cormary, Laurent Kermel, Vianney Languille et Bruno Vidal

REMBOURSER LE PLAN DE RELANCE : L'ENJEU CACHÉ DES EUROPÉENNES

Par Louis Andrieu

L'UNION EUROPÉENNE VA-T-ELLE VERS UNE CRISE BUDGÉTAIRE À SIX MOIS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES ?

Par anne Bucher

FRANCE ALLEMAGNE : QUERELLE OU CRISE ?

Par Elie Cohen

CE QUE LA GUERRE CHANGE POUR LE RENSEIGNEMENT

Par Pierre Gastineau

GARDIEN DE L'INNOVATION NUMÉRIQUE ?

Par Steven Hill

LOI « IMMIGRATION » : LE JUGE CONSTITUTIONNEL RENOUÉ AVEC SON RÔLE DE « CANON BRAQUÉ SUR LE PARLEMENT »

Par Samy Benzina

OÙ EN EST-ON DE LA RECHERCHE DE L'ORIGINE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 ?

Par Florence Débarre

EN FINIR AVEC L'EXCLUSION CULTURELLE FRANÇAISE

Par Victorien Bornéat

« RESPONSABILISER LES PATIENTS » : RETOUR DU CONSERVATISME, RÉARMEMENT PATERNALISTE, MENACE SUR LA SOLIDARITÉ NATIONALE

Par Mélanie Heard

DÉMÊLER L'ÉQUATION MIGRATOIRE EUROPÉENNE

Par Camille Le Coz

AGRICULTURE : LA REDOUTABLE ÉQUATION DE LA « SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE »

Par Isée Pérel-Blanchon

LES SYSTÈMES DE SANTÉ PEUVENT-ILS SAUVER DES VIES SANS METTRE LA TERRE EN PÉRIL ?

Par Vincent Bretin

RÉVISON LA LÉGISLATION PHARMACEUTIQUE EUROPÉENNE POUR PLUS DE SOLIDARITÉ

Par Catherine Amalric

LES JEUNES AU TRAVAIL : ENGAGÉS, AMBITIEUX, COMBATIFS ET... SATISFAITS

Par Suzanne Gorge et Thierry Pech

S'ADAPTER OU PÉRIR... POUR LES MILITANTS AUSSI

Par Marco Bitschnau

COMMENT VONT LES ENFANTS ?

Par Richard Delorme

LES NOUVEAUX VISAGES EUROPÉENS DE L'ÉCOLOSCEPTICISME D'EXTRÊME DROITE ET COMMENT LE COMBATTRE

Par Pascal Canfin et Karl Pincherelle

L'AUTO-PROMOTION AU SERVICE D'UNE DENSIFICATION DOUCE

Par Lily Munson

« RÉARMEMENT DÉMOGRAPHIQUE » : QUE DISENT LES CHIFFRES ?

Par Thierry Pech et Yves Mariko

POUR LE DÉSARMEMENT DÉMOGRAPHIQUE

Par William Desmonts

LA SURÉLÉVATION EST UNE DENSIFICATION DOUCE

Par Didier Mignery

LA DENSIFICATION DOUCE, OU LA MINIATURISATION DE L'INDUSTRIE IMMOBILIÈRE À L'HEURE DU ZAN

Par David Miet

NI RÉARMEMENT, NI DÉARMEMENT : LA LIBERTÉ DE CHOISIR !

Par Marc-Olivier Padis

FAIRE DES ENFANTS : UNE QUESTION POLITIQUE ?

Par Kenza Tahri

CAP ET BACCALAURÉAT PROFESSIONNEL : SORTIR DE LA CRISE

Par Daniel lochs Bloch

LA LUTTE CONTRE L'INFERTILITÉ A-T-ELLE UN IMPACT SUR LA FÉCONDITÉ ?

Par Mélanie Heard

CAP ET BACCALAURÉAT PROFESSIONNEL : AGIR POUR LA RÉUSSITE DES ÉLÈVES

Par Carole Grandjean

LE RN ET L'EUROPE : « TOUT DOIT DISPARAÎTRE »

Par Annalivia Lacoste et Thierry Pech

PSYCHIATRIE, SANTÉ MENTALE ET TERRITOIRES : VERS UN NOUVEAU MODÈLE

Par Claude Pigement, Antoine Pelissolo, Jean Mallot, Denis Mechali, Thierry Philip, Emmanuel Vigneron, Marielle Rengot, Bruno Liffra, Bernard Elghozi, Marie-Laure Alby, Agnès Jeannet, Patrick Goudot, Dominique Demangel, Edouard Couty, Etienne Caniard et Nathalie Freynet

QUOTAS CARBONE INDIVIDUELS ÉCHANGEABLES : DÉPASSER LA CONTROVERSE, DÉVELOPPER EN URGENCE LA COMPTABILITÉ CARBONE GÉNÉRALISÉE

Par Benoît Cogné

DROITS CULTURELS : AU-DELÀ DU SLOGAN, LES CONTRADICTIONS DES POLITIQUES CULTURELLES

Par Laurent Bayle

L'ORDRE DU MONDE : DE NOUVELLES RÈGLES OU UN JEU SANS RÈGLES ?

Par Pierre Buhler

RÉPONSES AUX MOBILISATIONS AGRICOLES : DES MESURES DE COURT TERME ET DES RECULS ÉCOLOGIQUES

Par Suzanne Gorge

FIN DE VIE : ERREURS ET ERREMENTS DE LA FONDAPOL

Par Mélanie Heard

TRAVAILLEURS DE PLATEFORMES : NE PAS LÉGIFÉRER POUR L'APPARENCE

Par Oliver Phillip

LA PRÉFÉRENCE FRANÇAISE POUR LES PLUS ÂGÉS

Par Isée Pérel-Blanchon

TRAVAILLEURS DE PLATEFORME : SORTIR LA VOIE FRANÇAISE DE L'IMPASSE

Par Laetitia Dabanc

LA CONSTRUCTION PROGRESSIVE D'UNE INDUSTRIE EUROPÉENNE DE LA DÉFENSE

Par Alberto Bueno

LE PIIEC HYDROGÈNE PEUT-IL SATISFAIRE L'OBJECTIF EUROPÉEN DE CRÉATION D'UNE INDUSTRIE DE L'HYDROGÈNE DÉCARBONÉ ?

Par Christophe Schramm

LES CERCLES DU POUVOIR À MOSCOU

Par Régis Gente

RAPPORT DE LA CONVENTION SCIENTIFIQUE ÉTUDIANTE SUR L'HYDROGÈNE

Par Les membres de la Convention Scientifique Étudiante sur l'hydrogène

LA RÉPUBLIQUE DES BEAUX GOSSES

Par Yoann Taïeb

LA NATALITÉ, UN ENJEU PROFONDÉMENT POLITIQUE - REGARD HISTORIQUE SUR LES POLITIQUES NATALISTES EN FRANCE

Par Christophe Capuano

AGRICULTURE : LES FRANÇAIS DIVISÉS SUR LES CRITÈRES « VERTS » DE LA PAC

Par Thierry Pech

PAS DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE SANS COMPROMIS SOCIAUX

Par Marylise Léon

COMMENT CRÉER UNE ICÔNE URBAINE ?

Par Carlo Ratti et Antoine Picon

EUROPE DE LA SANTÉ : QUELS ENJEUX POUR LE PROCHAIN QUINQUENNAT EUROPÉEN ?

Par Mélanie Heard

CONSTRUIRE UN NOUVEL ORDRE DE SÉCURITÉ EUROPÉEN

Par Pierre Vimont

LA POLITIQUE DE COHÉSION EUROPÉENNE : UNE HISTOIRE DE COMPROMIS

Par Frédéric Santamaria

LA NOSTALGIE FOSSILE DE JORDAN BARDELLA

Par Nicolas Goldberg

POUR UNE FIN DE VIE DIGNE, DE NOUVEAUX DROITS

Par Marisol Touraine

PROTESTATAIRE OU EURO-CRITIQUE ? LA STRATÉGIE EUROPÉENNE DE LA FRANCE INSOUMISE

Par Louis Andrieu

SANTÉ MENTALE ET GENRE : UN TABOU MASCULIN

Par Emmanuelle Sévérino

L'INDISPENSABLE ÉVOLUTION DU MODÈLE FRANÇAIS DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Par Hélène Pierre et Karine Gervaise

LA PERCÉE DE L'EXTRÊME DROITE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : LA FIN DE L'EXCEPTION PORTUGAISE ?

Par Alexandre R. Malhado

SÉISME ÉLECTORAL EN CATALOGNE: LES ÉLECTIONS DU 12 MAI ET LA FIN DU « PROCESSUS » D'INDÉPENDANCE

Par Pedro Soriano

QUELQUES IDÉES FAUSSES SUR LE LOGEMENT SOCIAL

Par Marc-Olivier Padis

LES EUROPÉENS FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Par Manon Duboc et Suzanne Gorge

PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL : NOTRE RÉPONSE À JEAN-PHILIPPE TANGUY

Par Terra Nova

LA PROTECTION DES DONNÉES FINANCIÈRES DES ASSURÉS : ENJEU DE SOUVERAINETÉ POUR NOTRE INDUSTRIE EUROPÉENNE ET DE SOLIDARITÉ ENTRE CITOYENS PROTÉGÉS

Par Adrien Couret

LE PARI FOU DE LA DISSOLUTION

Par La Grande Conversation

LES FILLES, LES MATHS ET LES SCIENCES AU LYCÉE GÉNÉRAL : METTRE LES CHOSES EN PERSPECTIVES

Par Pierre Mathiot et Charles Torossian

ITALIE : UNE VICTOIRE PERSONNELLE SANS PLÉBISCITE POUR GIORGIA MELONI

Par Clémentine Paliotta

ESPAGNE : CONTINUITÉ ET PARALYSIE

Par Pedro Soriano

POLOGNE : LA DEUXIÈME VICTOIRE DE DONALD TUSK

Par Pierre Buhler

SUÈDE : LA FORCE INEMPLOYÉE DES SOCIAUX-DÉMOCRATES

Par Louis Andrieu

HONGRIE : UN PAYS-CLÉ DE LA RECOMPOSITION POPULISTE DU VIEUX CONTINENT

Par Jacques Rupnik

UNE COHABITATION DU TROISIÈME TYPE

Par Thierry Pech et Jean-Louis Missika

CHIFFRAGE DES RECETTES FISCALES DU PROGRAMME DU NOUVEAU FRONT POPULAIRE

Par Lucas Chancel, Anne-Laure Delatte et Elise Huillery

PAYS-BAS : LES DIFFICULTÉS INTERNES D'UN PILIER EUROPÉEN

Par Catherine Fieschi

CETTE OBSCURE CLARIFICATION POLITIQUE

Par Marc-Olivier Padis

LA TRIPARTITION POLITIQUE FRANÇAISE

Par Jacques Lévy

ALLIANCES POLITIQUES ET MODES DE SCRUTIN

Par Thierry Pech

LA PROGRESSION DE L'EXTRÊME DROITE : UNE PROPHÉTIE AUTORÉALISATRICE ?

Par François-Xavier Demoures

RN : AU-DELÀ DU NATALISME, LE SEXISME ET LA XÉNOPHOBIE

Par Manon Duboc

L'EUROPE DES GAUCHES EN JUIN 2024

Par Christophe Sente

CE QUE LE RN DIT DE LA SANTÉ : CHAOS GARANTI

Par Mélanie Heard

POUR UN RÉGIME DE COHABITATION DE COALITION

Par Jean-Baptiste Soufron

LE MESSAGE DES URNES

Par Thierry Pech

SI NOUS ÉTIONS DANS UNE DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE NORMALE...

Par Thierry Pech

LA GÉORGIE ENTRE ESPOIR D'EUROPE ET INFLUENCE RUSSE

Par Thorniké Gordadzé

OPÉRATION KOURSK : QUELLE EST LA STRATÉGIE DE L'UKRAINE ?

Par Mykhailo Samus

« LABOR DAY » AUX ÉTATS-UNIS : LA VRAIE CAMPAGNE ÉLECTORALE COMMENCE

Par Pedro Soriano

MIGRATIONS : UNE NOUVELLE BOUSSOLE POUR LA POLITIQUE DE RETOUR

Par Camille Le Coz

UNE GUERRE CONTRE L'EUROPE

Par Volodymyr Yermolenko

LE RETOUR DU CLIVAGE GAUCHE-DROITE EN ITALIE

Par Luca Barana

SAUVER LE VENEZUELA

Par Rut Diamint et Laura Tedesco

L'ÉCHEC DE L'OPA HONGROISE SUR TALGO RÉVÈLE LES GRAVES DOMMAGES CAUSÉS PAR ORBÁN À L'UNITÉ DE L'EUROPE

Par Bernard De Miguel

TOUT RESTE À FAIRE : QUELLES LEÇONS TIRER DU DÉBAT OPPOSANT TRUMP À HARRIS ?

Par Elior Chollet

LE JEU DE DUPES DE MATIGNON

Par La Grande Conversation

UNE ALLEMAGNE NON EUROPÉENNE

Par Daniel Schade

LA PROPORTIONNELLE SELON LE RASSEMBLEMENT NATIONAL

Par Alexandre Durain

PRIX DU CARBONE : CE QUE L'EUROPE DOIT FAIRE POUR ARRIVER À SES FINS

Par Pierre Jérémie

TELEGRAM : UNE ARRESTATION JUSTIFIÉE ?

Par Marc-Olivier Padis

LA POLOGNE DE RETOUR EN EUROPE - UNE ANALYSE DES ÉLECTIONS

Par Maria Skóra

AUX ETATS-UNIS, LA SANTÉ EST AU CŒUR DE LA CAMPAGNE

Par Mélanie Heard

UN GOUVERNEMENT EN TERRITOIRE INCONNU

Par Thierry Pech

ÉTAT DE DROIT : QUE PEUVENT LES AGENTS PUBLICS ?

Par Collectif Le Sens du Service Public

BILLET RETOUR : UNE NOUVELLE DIASPORA AFRICAINE DE RETOUR AU BLED

Par Afi Affoya

HARRIS-TRUMP, UNE APPROCHE SIMILAIRE DE LA FRONTIÈRE ?

Par Colleen Putzel-Kavanaugh et Muzaffar Chishti

LA FRANCE À BRUXELLES : UNE « INFLUENCEUSE » QUI CHANCELLE

Par Yves Bertoncini

CHILD TAX CREDIT : UN ENJEU DE JUSTICE CLIVANT AU COEUR DE LA CAMPAGNE

Par Sarah D. Rozenblum

UN « LOGICIEL » FÉDÉRAL POUR L'ESPAGNE

Par Josep Vicent Boira Maiques

HARRIS, TRUMP ET L'ÉCOLOGIE : SURTOUT NE PAS EN PARLER

Par Elior Chollet

L'IGNORANCE QUI S'IGNORE - A PROPOS DE LA RÉCEPTION MÉDIATIQUE DU FILM « NI CHAÎNES NI MAÎTRES »

Par Pierre-Yves Bocquet

ELECTIONS AMÉRICAINES : COMMENT L'EUROPE DOIT SE PRÉPARER

Par Jérémie Gallon

TRUMP VS. HARRIS : QUELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ?

Par Pierre Buhler

MACRONISME, CENTRISME ET BLOC CENTRAL

Par Yoann Taïeb

LA GUERRE EN UKRAINE : LEÇONS STRATÉGIQUES

Par Olivier Schmitt

LES RETRAITES ET L'ÉQUITÉ ENTRE GÉNÉRATIONS : HISTOIRE D'UN DÉNI

Par Maxime Sbailhi et Erwann Tison

RÉINDUSTRIALISATION, CLIMAT, MÊME COMBAT !

Par Julien Marchal

LES CONTRADICTIONS D'UN SOUTIEN DE GAUCHE À KAMALA HARRIS

Par James Cohen

CE QUE LA GAUCHE FRANÇAISE POURRAIT APPRENDRE DU LABOUR ET DU PARTI DÉMOCRATE AMÉRICAIN

Par Camille Roussac

LE VOTE LATINO AUX ETATS-UNIS : LA FIN DU « DESTIN DÉMOGRAPHIQUE »

Par Marc-Olivier Padis

LE PROCÈS DES ASSISTANTS PARLEMENTAIRES DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

Par Olivier Costa

LE RAPPORT DRAGHI : 3 FAUX-AMIS ET 2 OUBLIS

Par Jérôme Brouillet

L'ÉTRANGE RECU DES RÉGIONALISTES EN EUROPE

Par Louis Andrieu

FORÊTS TROPICALES : QUESTIONS SUR LE FONDS DE CONSERVATION PROPOSÉ PAR LE BRÉSIL

Par Alain Karsenty

CATASTROPHES NATURELLES : TENSIONS SUR LE SYSTÈME ASSURANTIEL

Par Thierry Pech

D'UNE COALITION À L'AUTRE

Par Bruno Jeanbart

ÉLECTIONS : LE RENFORCEMENT DE LA POLARISATION GÉOGRAPHIQUE

Par Jacques Lévy

ÉLECTIONS EN MOLDAVIE : UNE VICTOIRE LOYALE DES PRO-EUROPÉENS À L'ISSUE D'UN COMBAT DÉLOYAL

Par Elior Chollet

UE - MERCOSUR : POUR LA FRANCE, IL N'Y A PAS DE COMMERCE HEUREUX

Par Denis Tersen

CRÉER UNE NAVETTE FERROVIAIRE ENTRE BARCELONE ET PARIS

Par Pau Noy

GÉOGRAPHIE DU VOTE : UNE RÉPONSE À JACQUES LÉVY

Par Olivier Bouba-Olga

RECONNAÎTRE LA DIMENSION SPATIALE DU VOTE

Par Jacques Lévy

SORTIR DE L'IMPASSE

Par La Grande Conversation

LA GAUCHE FACE À LA DÉFAITE DES DÉMOCRATES : COMMENT RECONQUÉRIR UN ÉLECTORAT POPULAIRE ?

Par James Cohen

MOBILITÉ DU QUOTIDIEN : L'INDISPENSABLE RÉVISION DU MODÈLE ÉCONOMIQUE DES TRANSPORTS PUBLICS (2)

Par Jean Coldefy

LA PRÉSIDENTE POLONAISE DE L'UE : L'ÉLARGISSEMENT PAR LA SÉCURITÉ

Par Jan Farfał

LA SYRIE ENTRE RÉCONCILIATION NATIONALE ET INGÉRENCES ÉTRANGÈRES : LE CAS DE LA TURQUIE

Par Ahmet Insel

BRONCHIOLITE : QUELS IMPACTS ET SOLUTIONS POUR LE SYSTÈME DE SANTÉ ?

Par Jean-Marc Aubert et Sandrine Bourguignon

FIN DU TRANSIT RUSSO-UKRAINIEN LE 31 DÉCEMBRE : BONNE RÉOLUTION OU GUEULE DE BOIS EN PERSPECTIVE ?

Par Laurent Leroy

DE LA GUERRE À L'ADHÉSION : L'UKRAINE ET L'EUROPE

Par Leo Litra

3

Terra Nova dans les médias



FÉVRIER 2024

UN PORTRAIT POSITIF DES JEUNESSES AU TRAVAIL : AU-DELÀ DES MYTHES

Suzanne Gorge et Thierry Pech

Terra Nova et l'Apec ont mené conjointement une étude auprès de 5000 actifs dont 3000 jeunes de moins de 30 ans. Loin des stéréotypes, il ressort de cette enquête que les jeunes actifs sont engagés et motivés par leur évolution professionnelle. Tout autant investis dans leur travail que leurs aînés, ils formulent les mêmes attentes envers le travail que les plus âgés : la rémunération, l'intérêt des missions, et l'équilibre de vie. Au-delà de ces constats, le rapport des jeunes actifs au travail se caractérise par une forte hétérogénéité, liée aux positions sociales et aux emplois occupés.



Cinq préjugés sur les jeunes au travail, battus en brèche par une vaste étude - 01.02.24



Travail : les moins de 30 ans sont-ils vraiment moins investis ? - 01.02.24



Rapport au travail : contrairement aux clichés, les jeunes actifs sont autant investis que leurs aînés - 01.02.24

Les Echos

Les « jeunes » et le travail : arrêtons les clichés ! - 01.02.24

l'Opinion

Cette étude qui démonte les idées reçues sur le rapport des jeunes au travail - 01.02.24

franceinfo

Rapport au travail : les moins de 30 ans ressemblent à leurs aînés - 01.02.24

HUFFPOST

Au travail, les jeunes seraient moins investis ? C'est surtout une histoire de stéréotypes - 01.02.24



Rapport au travail : contrairement aux clichés, les jeunes actifs sont autant investis que leurs aînés - 01.02.24



Les jeunes ont-ils vraiment moins envie de travailler que leurs aînés ? - 01.02.24



Contrairement aux idées reçues, les jeunes sont aussi investis dans leur rapport au travail que leurs aînés - 01.02.24

LE PROGRES

Au travail, les jeunes sont aussi investis que leurs aînés, démontre une étude - 01.02.24



Les jeunes sont-ils moins investis dans leur travail ? Faux, répond une étude de l'Apec et de Terra Nova - 01.02.24

L'EXPRESS

Vie au travail : l'étude qui balaye les idées reçues sur les jeunes actifs - 02.02.24

Forbes

Rapport au travail : les jeunes sont aussi investis dans leur emploi que les autres générations - 05.02.24

l'Étudiant

Contrairement aux idées reçues, "les actifs de moins de 30 ans sont engagés dans leur travail", selon une étude - 06.02.24

LADEPECHE.fr

Contrairement aux idées reçues, les jeunes sont aussi impliqués que leurs aînés au travail - 06.02.24

Le Parisien

Les jeunes privilégient le manager à l'entreprise - 19.03.24

Le Monde

« Le travail ne serait pour les jeunes plus qu'une pièce du puzzle de leur vie » : le grand malentendu des générations au travail - 17.09.24

madame FIGARO

« À leur âge, on bossait comme des fous, toute la nuit parfois » : pourquoi les salariés de la Gen Z épuisent leurs managers... jusqu'à se faire virer - 18.10.24

CB NEWS

Marques employeurs : comment répondre aux aspirations de la Next Gen ? - 22.10.24

AVRIL 2024

FIN DU VÉHICULE THERMIQUE : POURQUOI ET COMMENT Y PARVENIR?

Jean-Philippe Hermine

Dans le cadre de la campagne pour les élections européennes 2024, nous avons demandé à différents experts de formuler des recommandations sur plusieurs questions stratégiques pour l'avenir de l'Union européenne. Nous ouvrons cette série avec une contribution de Jean-Philippe Hermine, directeur de l'Institut Mobilités en Transition (IMT), à qui nous avons posé la question de la fin du véhicule thermique. Alors que certains émettent des doutes sur les orientations du Green Deal concernant la décarbonation des mobilités en général et l'avenir du véhicule électrique en particulier, Jean-Philippe Hermine répond aux controverses en cours et trace le chemin d'une politique industrielle qui permette à l'Europe de tenir son rang dans la compétition avec la Chine et les Etats-Unis.

LA CROIX

Voiture électrique : pourquoi le marché de l'occasion a du mal à démarrer - 16.04.24

news tank
mobilités

Terra Nova : « Électrification radicale du parc de véhicules, VU ou PL d'ici à 2050 » (J.-P. Hermine) - 16.04.24

MAI 2024

ADAPTER LA FRANCE À +4°C : LUBIE POLITIQUE OU NÉCESSITÉ FONDÉE SUR LA SCIENCE ?

Marine Braud

Que nous apprend la comparaison des politiques nationales d'adaptation au changement climatique ? Quel pari font-elles sur le réchauffement futur ? Font-elles l'inventaire des risques et vulnérabilités présents sur leur territoire ? Envisagent-elles des mesures contraignantes ? L'exercice de parangonnage auquel se livre ce rapport tente de répondre à ces questions et permet de situer l'ambition de notre pays en la matière.

Le Monde

Quelle politique d'adaptation au réchauffement pour la France ? Terra Nova livre ses clés - 21.05.24



Changement climatique : la France sait-elle s'adapter ? - 21.05.24

ouest france

Plan d'adaptation au changement climatique : sept points sur lesquels le gouvernement est attendu - 21.05.24



Européennes : pourquoi l'écologie passe-t-elle au second plan ? - 30.05.24

MAI 2024

LA NOSTALGIE FOSSILE DE JORDAN BARDELLA

Nicolas Goldberg

Sous des dehors plus mainstream que naguère, le programme de Jordan Bardella en matière énergétique et climatique est en réalité un programme de casseur et non de constructeur, de soumission et non de souveraineté. Conservatisme et souverainisme ne se conjuguent pas aisément sur le sujet énergétique où l'on oublie souvent que nous dépendons aux deux tiers des énergies fossiles et qu'il en a malheureusement toujours été ainsi. Les mesures proposées nous enfermeraient dans la dépendance aux énergies fossiles, gaz et pétrole en tête. Voilà la triste vérité du parti qui caracole en tête des intentions de vote aujourd'hui.

Le Monde

L'énergie selon Jordan Bardella : plus chère, plus polluante, moins souveraine - 03.06.24

Charente Libre

Energie : Pourquoi le projet du RN risque de faire disjoncter la France - 19.06.24



"Un programme totalement insensé" : Le projet du TN va-t-il assujettir la France aux états pétro-gaziers ? - 16.06.24

Terra Nova au coeur des législatives anticipées

Au moment des deux tours de l'élection législative anticipée, de nombreuses publications ont été consacrées aux analyses des différents volets du programme de l'extrême-droite, abondamment relayées dans les médias.

Le Monde

Législatives 2024 : pourquoi le rejet de l'écologie est-il un moteur du vote pour le Rassemblement national ? - 19.06.24

LA TRIBUNE

Européennes : plongée dans les incohérences économiques du programme du RN - 04.06.24

LA TRIBUNE

« Le scrutin majoritaire à deux tours est un broyeur d'identité » (Thierry Pech, Terra Nova) - 17.06.24

l'Opinion

Thierry Pech: «Une cohabitation subtile n'éroderait pas le capital électoral du RN» - 11.06.24

Nouvel Obs

Aux législatives, le trouble des sociaux-démocrates perdus entre Macron et Mélenchon - 20.06.24

Nouvel Obs

Thierry Pech : « Les tensions que créerait le RN au pouvoir pourraient conduire à une sortie de l'Europe » - 20.06.24

Nouvel Obs

Le vote RN se joue aussi au travail - 03.07.24

Les Echos

EXCLUSIF - Législatives 2024 : ce que coûtent vraiment les promesses pour le pouvoir d'achat - 20.06.24

Libération

Seul un gouvernement de coalition de centre gauche aurait une forme de viabilité - 10.07.24

JUILLET 2024

IA ET SANTÉ : POURQUOI L'ACTION PUBLIQUE NE PEUT PLUS ATTENDRE

Mélanie Heard, David Gruson

L'Intelligence Artificielle dans la santé, on en parle déjà beaucoup et partout. Mais quelle politique publique soutient vraiment aujourd'hui le déploiement de cette révolution en marche ? Terra Nova plaide pour accélérer l'implication des pouvoirs publics et liste, avec dix recommandations opérationnelles, les instruments de politique publique qu'appellent aujourd'hui les usages de l'IA dans le soin et la prévention. Nous n'en sommes plus aux questions de principe mais à une problématique d'embranchement, de mise à l'échelle opérationnelle dans laquelle il est urgent que les pouvoirs publics prennent dès maintenant toute leur part avec les instruments qui sont les leurs.



Les propositions de Terra Nova pour mieux encadrer l'intelligence artificielle dans le domaine de la santé - 03.07.24



Santé et intelligence artificielle : "l'action publique ne peut plus attendre" (Terra Nova) - 04.07.24



Un think tank appelle à mettre les bouchées doubles sur l'IA en santé - 09.07.24



L'IA, outil de lutte contre les inégalités territoriales d'accès aux soins selon Terra Nova - 10.07.24

AOÛT 2024

LA SANTÉ MENTALE DES JEUNES PLACÉS DE L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

Emmanuelle Severino

La moitié des mineurs de l'aide sociale à l'enfance souffre de troubles psychiques. C'est cinq fois plus que la moyenne nationale. Alors que la gestion des traumatismes est indispensable pour construire leur destin d'adulte, la santé mentale est pour eux la dernière des priorités.



ASE : l'urgence de revoir l'approche en santé mentale, selon Terra Nova - 29.08.24



La santé mentale des jeunes de l'ASE doit être une priorité, pour Terra Nova - 05.09.24



Terra Nova invite à mieux prendre en compte la souffrance psychique des jeunes de l'ASE - 06.09.24

SEPTEMBRE 2024

PERSPECTIVES POUR LE PRIX DU CARBONE EN EUROPE

Pierre Jérémie

Pour faire face à ses ambitions climatiques, l'Union européenne a décidé de renforcer son marché de quotas d'émissions (SEQUE). Ce faisant, elle a également accru les risques qui lui sont associés (fuites de carbone, manque de visibilité sur le prix du quota, enjeux d'acceptabilité sociale). Les dispositions qu'elle a prises jusqu'ici pour endiguer ces risques sont incomplètes et insuffisantes, mettant en danger l'atteinte de la neutralité carbone au mitan du siècle. Pierre Jérémie présente, dans un rapport inédit pour Terra Nova, 15 propositions pour y parvenir.



Quotas-carbone : l'Europe sous pression face à la concurrence mondiale - 17.09.24



De Bruxelles à Paris, les pouvoirs publics sont appelés à trancher entre taxes sur l'énergie et le carbone - 17.09.24

Les Echos

Marché carbone : l'Europe en quête de solutions pour poursuivre sa réforme - 17.09.24



Donner un prix au CO2 dans l'UE : 15 propositions « pour achever la traversée » - 17.09.24



Le dispositif européen de tarification du carbone représente un risque économique et politique "massif" - 17.09.24



Émissions électriques, quotas par produit, usage des fonds : les propositions « carbone » de Terra Nova à 19.09.24



Climat : les entreprises cotées plus nombreuses à viser la neutralité carbone - 23.09.24

SEPTEMBRE 2024

LA PETITE ENFANCE : UN SECTEUR À BOUT DE SOUFFLE EN MAL D'ATTRACTIVITÉ

Suzanne Gorge

Le secteur de la petite enfance fait face à des difficultés de recrutement depuis plusieurs années. Les raisons sont multiples : faibles rémunérations, métier difficile et peu valorisé, perspectives d'évolution insuffisantes, course à l'équilibre économique induite par de nouveaux modes de financement. Pourtant l'évolution des connaissances en neurosciences, en économie et en sciences sociales a souligné l'importance de la qualité de l'accueil des jeunes enfants et l'investissement social dans la petite enfance est désormais un levier reconnu dans la lutte contre les inégalités sociales.

LA CROIX

Faut-il se passer du privé dans le domaine du soin ? - 19.09.24

LE PROGRES

Crèches : « Le métier, ce n'est pas juste donner des biberons et changer des couches » - 19.09.24

ouest france

Crèches : face à la crise, comment revaloriser le rôle des professionnels de la petite enfance ? - 19.09.24

la Gazette.fr

« Il faut rendre plus attractifs les métiers de la petite enfance » 23.09.24



Les 4 priorités de Terra Nova pour doper la petite enfance - 23.09.24



Petite enfance : les propositions de Terra Nova pour booster le secteur - 30.09.24



Les propositions de Terra Nova pour renforcer l'attractivité des métiers de la petite enfance - 30.09.24



Des propositions pour redynamiser le secteur de la petite enfance - 02.10.24

SEPTEMBRE 2024

QUEL RENDEMENT PEUT-ON RÉELLEMENT ATTENDRE DE LA TAXATION DES PLUS FORTUNÉS?

Fipaddict, Guillaume Hannezo

Entre le dogme présidentiel de l'impossibilité d'augmenter les impôts et le programme fiscal voué à l'échec du Nouveau Front Populaire (NFP), il doit exister une voie pour plus de justice fiscale et la prise en compte des contraintes budgétaires. C'est ce que propose la présente note, après avoir rappelé les urgences de la situation de nos finances publiques.

Le Monde

Le déficit record fait vaciller le tabou des hausses d'impôts - 19.09.24

Le Télégramme

Niches fiscales, ISF : comment la taxation des plus fortunés pourrait rapporter 10 à 15 milliards d'euros par an - 20.09.24

Le Monde

« Le contexte actuel devrait inciter les responsables politiques à sortir du dogmatisme qui a pesé jusqu'ici sur le débat fiscal » - 23.09.24

SUD OUEST

Grandes fortunes : comment la taxation pourrait rapporter 10 à 15 milliards d'euros par an - 20.09.24

AFP
Fil Général

Niches fiscales, ISF: comment la taxation des plus fortunés pourrait rapporter 10 à 15 milliards d'euros par an - 20.09.24

LA VOIX DU NORD

Niches fiscales et ISF : taxer les plus riches pourrait rapporter entre 10 et 15 milliards d'euros par an - 20.09.24

Moneyvox

Abolir des niches fiscales, rétablir l'ISF... Un plan sur la taxation des plus fortunés - 21.09.24

Alternatives Economiques

Faut-il augmenter les impôts en France ? - 23.09.24

l'opinion

Taxer les riches: Terra Nova démonte le programme du Nouveau Front populaire - 23.09.24

Libération

La France ne peut plus être le «paradis fiscal» des plus riches - 24.09.24

AFP
Fil Général

Confrontée à un de ses "pires" déficits, la France se prépare à augmenter les impôts - 24.09.24

Le Point

Impôt sur le revenu, flat tax, impôt sur les sociétés... : allez-vous payer plus d'impôts ? - 24.09.24

The New York Times

France Prepares to Raise Taxes on Businesses and the Rich - 25.09.24

Nouvel Obs

Taxer les riches, mode d'emploi - 26.09.24

Alternatives Economiques

Budget : c'est money time ! - 30.09.24

NOVEMBRE 2024

INVESTIR DANS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE : QUEL FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES ?

Benoît Thirion

Pour réussir la transition écologique, des investissements massifs dans les infrastructures et les bâtiments sont indispensables, pour décarboner, s'adapter au changement climatique et préserver la biodiversité. Ces investissements sont massifs : de l'ordre de 30 Mds € supplémentaires par an d'ici à 2030 hors adaptation. Pour les financer, ce rapport plaide pour une double stratégie : d'une part, mobiliser autant que possible les financements privés, dans une logique partenariale conforme à l'intérêt général et refondée à l'aune de la transition écologique, et, d'autre part, trouver de nouvelles sources pour satisfaire les besoins de financements publics, qui resteront en tout état de cause très élevés.



Infrastructures de la transition écologique : le défi du financement - 18.11.24



Des experts appellent à se réconcilier avec la gestion déléguée pour financer les infrastructures - 22.11.24

LesEchos

Opinion | Qui doit payer pour nos infrastructures ? - 25.11.24



Benoît Thirion : « La mise en concurrence permet de maximiser la performance » - 06.02.25

A stack of newspapers is shown in the foreground, slightly out of focus, resting on a wooden surface. The background is a blurred indoor setting with warm lighting. A large red number '4' is positioned in the upper right corner of the page.

4

**Echanger, débattre,
partager : événements
et rencontres en 2024**

Nous attachons autant de prix à l'audience de nos travaux qu'à leur qualité. C'est pourquoi nous sommes attentifs à leur réception dans les médias, sur les réseaux sociaux et auprès des décideurs publics.

En 2024, de nombreux travaux de Terra Nova ont suscité le débat et nos propositions ont été relayés dans les médias. Nos travaux sur les questions économiques et sociales, pendant le débat sur la réforme des retraites, mais aussi sur le secteur de l'immobilier, sur les questions fiscales (fiscalité des carburants, fiscalité locale) sur le capital numérique ont été particulièrement remarqués.

Nous avons poursuivi nos travaux autour des grands enjeux transitions, alimentaire avec notre étude sur le bio, écologique avec un grand rapport sur les bénéfices écologiques et économiques de la réparation en France.

PRÉSENTATION DES RAPPORTS

UN PORTRAIT POSITIF DES JEUNESSES AU TRAVAIL : AU-DELÀ DES MYTHES

A la suite de la publication du rapport « Un portrait positif des jeunes au travail : au-delà des mythes » (février 2024), une étude menée conjointement avec l'APEC, les auteurs ont présenté les conclusions de leur rapport : les jeunes sont tout autant investis dans leur travail que leurs aînés. Cette présentation a permis d'échanger et de discuter des différentes visions qu'ont les professionnels des jeunes au travail.



Terra Nova est intervenu, le 10 octobre, devant la section Prospective du CESER de Bretagne pour une présentation de l'étude « Un portrait positif des jeunes au travail » (février 2024). Cette présentation et les échanges qui ont suivi sur le sujet ont eu pour but de permettre aux membres de la section de mieux appréhender le regard porté sur les jeunes au travail, les différents profils des jeunes au travail.



CESER
Conseil économique, social
et environnemental régional

PRÉSENTATION DES RAPPORTS

JUILLET 2024 - IA ET SANTÉ : POURQUOI L'ACTION PUBLIQUE NE PEUT PLUS ATTENDRE

En juillet 2024, Terra Nova a organisé un événement de présentation du rapport « IA et santé : pourquoi l'action publique ne peut plus attendre » (juillet 2024).

Lors de cette présentation, les auteurs ont exposé, devant des professionnels de l'intelligence artificielle et du secteur de la santé, les différentes propositions du rapport. La soirée s'est conclue par un échange entre les auteurs et le public.

OCTOBRE 2024 - INVESTIR DANS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE : QUEL FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES ?

Le 27 novembre 2024, Terra Nova a organisé un webinaire de présentation et de discussion autour du rapport « Investir dans la transition écologique : quel financement des infrastructures ? » (novembre 2024).

L'auteur a exposé, lors de cette présentation, les propositions de son rapport, mettant en exergue l'importance d'investir dans les infrastructures publiques. Ce webinaire s'est poursuivi par un échange avec les auditeurs.

LES PETITS DÉJEUNERS 2024 DE TERRA NOVA

Les petits déjeuners de Terra Nova sont organisés autour d'une personnalité issue du secteur politique, économique ou scientifique qui expose, pendant une vingtaine de minutes, sa vision et son analyse d'une problématique spécifique. Le reste de la séance est consacré à l'échange.

Les invités en 2024 étaient les suivants :



Roland Lescure
Ministre chargé de l'industrie et de l'énergie



Najat Vallaud-Belkacem
Ancienne ministre
Présidente de France Terre d'asile



Présentation des résultats 2024 de l'Observatoire International Climat et
opinions publiques EDF (Obs'COP)

#LEspritPublic

Thierry Pech, directeur général de Terra Nova, invité régulier de l'Esprit Public le dimanche matin à 11H sur France Culture.



C ce soir & C Politique

Thierry Pech a été un invité régulier des émissions de débat politique C Politique et C ce Soir sur France 5 animées par Karim Rissouli et Thomas Snégaroff



RÉSEAUX SOCIAUX

Le nombre d'abonnés organique de Terra Nova a encore grandi en 2024.



65 100
abonnés

[@_Terra_Nova](#)



25 000
abonnés

[@TerraNovaThinkTank](#)



16 100
abonnés

[Terra Nova- think tank](#)



RÉSEAUX SOCIAUX

En 2024, Terra Nova s'est lancé sur deux nouvelles plateformes :

- Bluesky (alternative à X, anciennement twitter)
- Instagram (meta)



Novembre
2024

[@terra--nova.bsky.social](https://bsky.app/profile/terra--nova.bsky.social)



Septembre
2024

[@_terra_nova](https://www.instagram.com/_terra_nova)



NOTRE LOGO

Notre logo fait peau neuve en 2024 :



6

Nos ressources

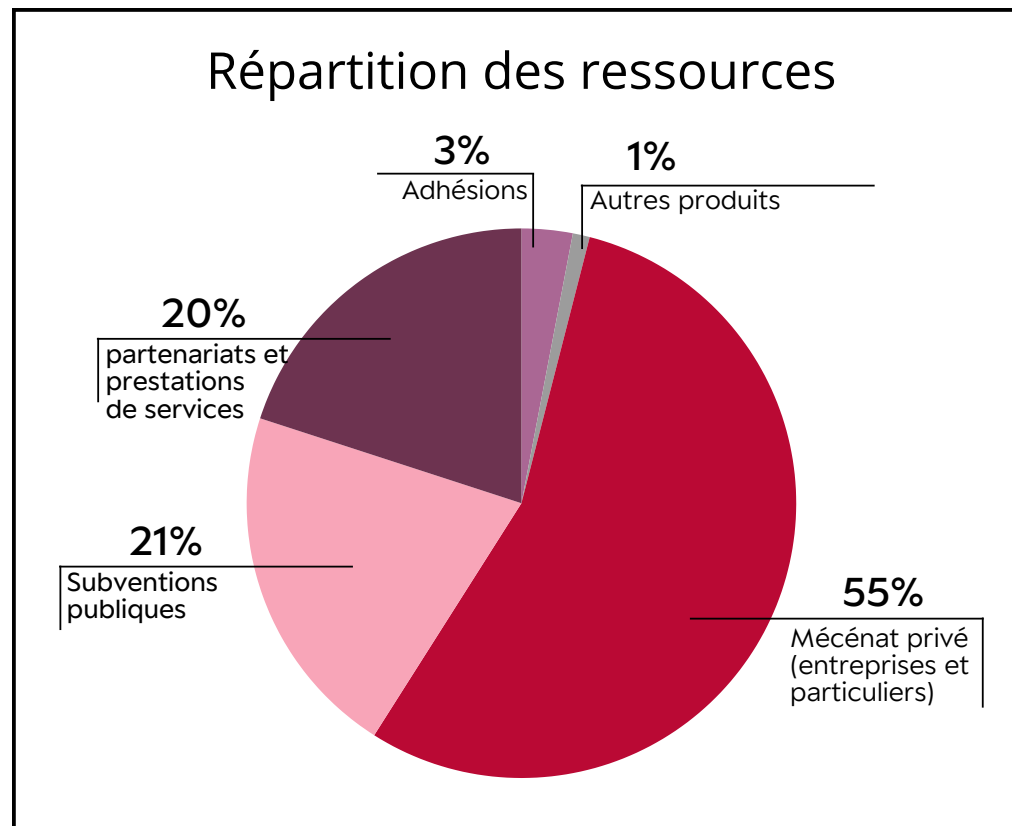


RESSOURCES ANNUELLES

Terra Nova possède le statut juridique d'une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par son décret d'application du 16 août 1901. **Nos comptes sont certifiés annuellement par un commissaire aux comptes.**

Les ressources de l'association pour l'année 2024 s'élevaient à 972 982 euros et sont sensiblement similaires à celles de l'année 2023 (973 162 euros). Les recettes liées aux subvention publiques ont augmenté de 10 % alors que les adhésions ont baissé de 2 %.

Au total pour l'année 2024, les ressources liées au mécénat représentent 55 % des ressources collectées.



Les mécènes

En 2024, Terra Nova a reçu le soutien de 24 mécènes qui lui ont permis de développer ses projets et de continuer à diffuser ses travaux. Les secteurs d'intervention et le statut de ces mécènes sont représentatifs de la pluralité des thématiques abordées par Terra Nova : AG2R LA MONDIALE, la Caisse des Dépôts et Consignations, Amazon, Roche, Fnac Darty, EDF, Snapchat, MSD, Adecco, Engie, La Fédération Nationale de la Mutualité Française, BNP Paribas, La Poste, Véolia, GRDF, Suez, Voyageurs du Monde, Vyv, Aema, Conseil Supérieur du Notariat, Cofiroute, Polytane, Edenred, et Galiléo.

Comme la plupart de ses homologues, le think tank a également reçu une subvention du Premier ministre au titre de sa contribution à la promotion des droits de l'Homme, du développement de la citoyenneté et de l'animation du débat démocratique.



terra nova
LE THINK TANK PROGRESSISTE